

-
- **Luc Besson : aux commandes du biopic d'Aung San Suu Kyi ?**
 - **Suu Kyi rencontre un émissaire US**
-

Luc Besson : aux commandes du biopic d'Aung San Suu Kyi ?

[Premiere.fr Cinéma](#) 2010-12-10T14:26:00+0100

Il y a encore quelques semaines, Luc Besson certifiait que son prochain film sera une grosse production de SF ayant recours à de la technologie high-tech, lui permettant d'éliminer la frustration qu'il avait eu sur Le cinquième élément avec des effets spéciaux laborieux. Il parlait même d'un "Cinquième élément puissance dix". Il semble qu'un autre projet ait retenu son attention avant celui-ci : une dépêche AFP, curieusement passée assez inaperçue jusque-là, est tombée dans la nuit de mercredi à jeudi indiquant que Besson est depuis quelques jours en Thaïlande où il aurait tourné des scènes de Dans la lumière, le biopic d'Aung San Suu Kyi avec Michelle Yeoh dans ce rôle.

Siam Movie, une société du pays ayant confirmé à l'AFP que le tournage était organisé depuis quelques semaines, et que Yeoh avait passé une journée avec Suu Kyi à son domicile à Rangoun . Besson, adulé en Thaïlande (pour ses films, mais aussi pour avoir exporté en Europe des films d'action locaux, comme Ong Bak) a bénéficié d'une discrétion totale sur ce tournage, en Anglais. Jusqu'à maintenant.

Suu Kyi rencontre un émissaire US

AFP - 10/12/10

Un émissaire américain s'est entretenu avec l'opposante birmane Aung San Suu Kyi, pour la première fois depuis sa libération le mois dernier, alors que la politique de Washington pour réouvrir le dialogue avec la junte peine à fournir des résultats. Joseph Y. Yun, adjoint du vice-secrétaire d'Etat pour l'Asie de l'Est et du Pacifique, a rencontré la lauréate du prix Nobel de la paix pendant plus de deux heures à son domicile de Rangoun, où elle était assignée à résidence jusqu'au 13 novembre dernier.

Celle que ses admirateurs appellent respectueusement la "Dame" a concédé du bout des lèvres que les discussions avaient porté notamment sur les sanctions économiques américaines, sans faire de commentaires. L'Américain a pour sa part simplement salué un entretien "productif". Il s'agissait de la première visite d'un haut responsable américain dans le pays depuis les élections du 7 novembre, dénoncées par le président Barack Obama comme "tout sauf libres et justes".

Aung San Suu Kyi s'entretient avec l'ambassadeur de Belgique

- **Suu Kyi : «la Birmanie a besoin de moi»**

Aung San Suu Kyi s'entretient avec l'ambassadeur de Belgique

Le Vif.be - 3 decembre 2010

L'opposante birmane Aung San Suu Kyi a eu un entretien vendredi à Rangoun avec l'ambassadeur de Belgique, dont le pays occupe actuellement la présidence tournante de l'UE, a indiqué le chef de la diplomatie Steven Vanackere belge dans un communiqué. "Le scrutin électoral du 7 novembre n'ayant pas produit l'ouverture espérée, la Belgique, tout comme les autres Etats membres de l'UE, se doit de soutenir l'opposition démocratique en général et Aung San Suu Kyi en particulier", a déclaré dans un communiqué le ministre des Affaires étrangères. Pour la Belgique, ainsi que pour l'UE, la "priorité reste la libération des quelque 2.100 prisonniers politiques" en Birmanie, souligne le communiqué.

"J'en appelle au régime birman à faire en sorte que la récente libération d'Aung San Suu Kyi soit une première étape vers la libération inconditionnelle de tous les autres prisonniers politiques", a déclaré M. Vanackere. "Il est indispensable que la voix de l'opposition démocratique, tout comme celle des minorités ethniques et de la société civile soit entendue", a-t-il ajouté.

L'ambassadeur de Belgique a rencontré la prix Nobel de la paix dans la résidence de l'opposante birmane. "Notre ambassadeur a rappelé la position européenne" concernant la Birmanie et "un dialogue s'est ensuite noué sur la situation politique et sociale dans le pays et sur les relations" entre la Birmanie

et l'Union européenne, poursuit le communiqué. Mme Suu Kyi, qui a passé près de 15 des 21 dernières années en résidence surveillée, a été libérée moins d'une semaine après les élections du 7 novembre. La lauréate du prix Nobel de la paix s'est, depuis, entretenue avec plusieurs diplomates et personnalités internationales, y compris avec le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon par téléphone.

Suu Kyi : «la Birmanie a besoin de moi»

Le Figaro - 19/11/2010

« Je sens que la Birmanie a besoin de moi », a confié l'opposante birmane Aung San Suu Kyi, qui a recouvré la semaine dernière la liberté après sept ans d'assignation à résidence. Dans un entretien à Libération, le prix Nobel de la Paix explique « savoir que les gens placent beaucoup d'espoir en moi » « Je ne veux pas les décevoir. Mais je veux aussi qu'ils comprennent qu'ils ne doivent pas se reposer sur une seule personne ou un seul parti. Ils ont leur part de travail à faire et ne doivent pas attendre tout de moi », prévient-elle. Se disant en « bonne santé », bien qu'elle soit fatiguée par toutes les sollicitations qu'elle reçoit, Aung San Suu Kyi affirme « avoir été marquée » par les célébrations fêtant sa libération. Les gens « avaient tous l'air si heureux. Et puis, il y avait tellement de jeunes dans la foule. C'est vraiment un grand changement. Je veux leur donner plus de responsabilités au sein de mon parti, pour qu'ils reprennent confiance et qu'ils prennent le relais », promet l'opposante.

Interrogée sur les divisions de l'opposition, Aung San Suu Kyi s'est voulue prudente. « Ces divergences ne sont peut-être pas aussi graves qu'on le dit. Je pense que nous voulons tous la démocratie ». L'égérie de la cause démocratique en Birmanie se dit prête à discuter avec les anciens membres de son parti qui ont décidé de participer aux élections, de même qu'avec les autres partis candidats et avec le parti pro-junte s'il l'acceptait.

-
- **L'ONU va rencontrer Aung San Suu Kyi**
 - **Après 10 ans, Aung San Suu Kyi retrouve son plus jeune fils**
 - **Birmanie: dernier pays à poser des mines**
-

L'ONU va rencontrer Aung San Suu Kyi

AFP - 26/11/2010

Un haut responsable des Nations unies se rendra à Rangoun ce week-end et rencontrera la figure de l'opposition Aung San Suu Kyi, libérée le 13 novembre après plus de sept ans de résidence surveillée, selon un responsable birman.

Le chef de cabinet du secrétaire général des Nations unies, Vijay Nambiar, doit aussi s'entretenir avec un responsable du Parti de la solidarité et du développement de l'Union (USDP) qui a revendiqué la victoire aux élections du 7 novembre, a-t-on ajouté de même source. Les rapports sont compliqués entre la Birmanie et l'ONU, accusée par certains analystes de ne pas peser du tout sur l'évolution du régime militaire, de facto peu sensible aux pressions extérieures.

Un envoyé spécial de l'ONU pour les droits de l'homme en Birmanie, Tomas Quintana, avait appelé en mars dernier à la mise en place d'une commission d'enquête sur des crimes de guerre.

Il avait fait état des allégations selon lesquelles la junte du généralissime Than Shwe avait exercé une répression sanglante contre des dissidents et des rebelles de minorités ethniques.

Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon s'était rendu en Birmanie en 2009, mais n'avait pas pu rencontrer Mme Suu Kyi, alors sous le feu de poursuites pour violations des conditions de sécurité imposées par sa résidence surveillée. Il s'est entretenu avec la lauréate du prix Nobel de la paix au téléphone quelques jours après sa libération. Tous deux ont appelé la junte à libérer les prisonniers politiques birmans, estimés à environ 2.200.

Après 10 ans de séparation, Aung San Suu Kyi retrouve son plus jeune fils

Euro-News - 23/11

Dix ans de séparation effacés en un instant. Emotion intense pour Aung San Suu Kyi. La dissidente birmane a enfin revu son plus jeune fils à l'aéroport de Rangoun. La prix Nobel de la Paix s'est dite très heureuse. Son fils, Kim Aris vit à Londres. Il restera deux semaines à ses côtés. Il a fièrement montré les symboles tatoués sur son bras. Ceux de la Ligue nationale pour la démocratie, le parti dissous avec lequel sa mère a mené tout son combat politique.

Elle a sacrifié sa vie de famille pour défendre la liberté en Birmanie. Elle n'avait pu être au chevet de son mari mourant et elle n'a encore jamais vu ses petits-enfants. Aung San Suu Kyi a été libérée le 13 novembre dernier après plus de sept ans de résidence surveillée.

Birmanie: dernier pays à poser des mines

AFP - 24/11/10

La Birmanie est le seul pays au monde qui continue de poser des mines antipersonnel après que la Russie a décidé de ne plus en utiliser, se félicite l'ONG Campagne internationale pour l'interdiction des mines (ICBL) dans son rapport annuel publié.

"Le rapport a identifié un seul gouvernement qui continue de poser des mines antipersonnel actuellement: la Birmanie", souligne l'organisation non gouvernementale qui vérifie l'application de la Convention sur l'interdiction des mines établie en 1997 (Convention d'Ottawa). Autre signe, seuls trois pays continuent de fabriquer activement des mines: l'Inde, la Birmanie et le Pakistan. Le Népal n'en produit plus. Mais des groupes non étatiques en font également usage. C'est encore le cas dans six pays (Afghanistan, Colombie, Inde, Birmanie, Pakistan et Yémen), selon le rapport qui a comptabilisé 3.956 victimes de mines en 2009, 28% de moins qu'en 2008. Pour l'instant, 156 pays ont ratifié la Convention depuis son entrée en vigueur en 1999.

La Convention exige le déminage des zones minées dans un délai de dix ans dans les régions sous la juridiction ou le contrôle des Etats et la destruction de leurs stocks dans un délai de quatre ans.

Plus de 43 millions de mines ont été détruites par les Etats parties à la Convention. Tous les Etats du continent américain ont ratifié la Convention, hormis Cuba et les Etats-Unis. Washington fait toutefois partie des cinq plus importants contributeurs au financement des activités de déminage dans le monde, les autres donateurs principaux étant la Commission européenne, le Japon, la Norvège et l'Allemagne. L'Afghanistan est le pays qui a reçu les plus importantes quantités de fonds (107 millions de dollars) pour mener des opérations de déminage.

Du 29 novembre au 3 décembre, les Etats parties à la Convention sur les Mines antipersonnel se réunissent à Genève pour leur réunion annuelle. Ils se prononceront notamment sur les demandes de prolongation pour le déminage des zones minées pour la Colombie, le Danemark, la Guinée Bissau, la Mauritanie, le Tchad et le Zimbabwe.

- - **Libération de Aung San Suu Kyi: Stephen Harper se réjouit**
- **Aung San Suu Kiy, libre, salue ses partisans**
- **Les Desmarais pourraient-ils influencer Total?**

Libération de Aung San Suu Kyi: Stephen Harper se réjouit

AFP - 13/11/10

Le premier ministre Stephen Harper s'est réjoui samedi de la libération de l'opposante birmane Aung San Suu Kyi, affirmant du coup qu'elle «n'aurait jamais dû être détenue ainsi». «Elle est une championne indéfectible de la paix, de la démocratie et du respect des droits de la personne en Birmanie, malgré qu'elle ait été assignée à résidence pendant 15 des 21 dernières années», a-t-il affirmé dans un communiqué, samedi.

M. Harper, qui est de passage ces jours-ci en Asie du Sud-est pour des discussions en marge du sommet du G20, a également dénoncé «un procès et un processus d'appel qui n'ont pas été menés conformément aux normes internationales». «Le Canada soutient depuis longtemps Mme Suu Kyi dans ses efforts visant à implanter une véritable démocratie en Birmanie», a ajouté le premier ministre,

rappelant que le parlement lui avait décerné la citoyenneté canadienne à titre honorifique en 2007 en reconnaissance de ses efforts pour promouvoir les libertés fondamentales et les principes démocratiques.

Il a réitéré l'appui de son gouvernement aux forces démocratiques birmanes qui tentent de restaurer un gouvernement civil en Birmanie. Selon M. Harper, le Canada a imposé au régime dictatorial birman «les sanctions les plus sévères» de tous les pays et condamne sa répression du mouvement démocratique. «Ces sanctions demeureront en vigueur», a conclu le premier ministre.

Aung San Suu Kiy, libre, salue ses partisans

Euro-News - 11/14/2010

Aung San Suu Kiy est sortie de sa maison pour aller saluer les milliers de Birmans qui attendaient ce moment devant la grille. Ils se sont précipités pour célébrer cet événement et voir la Prix Nobel de la paix qui était assignée à résidence depuis 7 ans.

Elle est apparue souriante, en bonne santé, et a crié à la foule : «Nous devons travailler ensemble à l'unisson», avant de donner rendez-vous à tous dimanche, au siège de son parti dissous, la Ligue nationale pour la démocratie. Elle est ensuite rentrée dans sa maison, mais des milliers de ses partisans sont restés assis devant la propriété, applaudissant et brandissant le portrait de celle qui incarne l'espoir de la démocratie.

Ecartée du pouvoir après l'annulation de sa victoire aux législatives en 1990, l'opposante, âgée de 65 ans, a passé 15 des 21 dernières années en détention. Sa libération était jugée imminente depuis vendredi, alors que sa dernière condamnation arrivait à son terme. Les capitales occidentales ont beaucoup critiqué le régime pour ne pas avoir libéré Aung San Suu Kiy avant les élections législatives les premières depuis 20 ans remportées par le parti de la junte au pouvoir dimanche dernier.

Les Desmarais pourraient-ils influencer Total?

Canoe - 11/14/2010

Au lendemain de la libération d'Aung San Suu Kiy, un journaliste d'enquête français est d'opinion que les membres de la famille montréalaise Desmarais seraient «entendus » s'ils décidaient de partir en croisade pour que Total se retire de Birmanie.

Paul Moreira est l'un des journalistes d'enquête les plus en vue en France. À la tête de l'agence Premières Lignes, il a réalisé récemment un reportage-choc sur les activités de Total en Birmanie (Myanmar), diffusé la semaine dernière à l'émission Les Grands Reportages, à RDI.

Dans ce film intitulé Myanmar: résistance, affaires et secret nucléaire, M. Moreira démontre notamment que les travailleurs birmans qui vivent et travaillent autour du gazoduc de Total subissent de la violence de la part des soldats de la junte birmane. Le journaliste a rencontré en Thaïlande plusieurs Birmans provenant des villages dans la zone du pipeline de gaz opéré par Total. «Une quinzaine d'entre eux sont venus. Ils ont parfois marché plusieurs jours dans la jungle, échappé aux patrouilles de l'armée birmane, traversé illégalement la frontière.» Les villageois interrogés ont expliqué comment les problèmes de violence et de travaux forcés ont commencé avec l'arrivée de Total et de son gazoduc.

Investissements et éthique

Selon M. Moreira, Total «ne peut ignorer la situation». Il se questionne même sur les contradictions éthiques que soulève la présence de Total dans cette dictature. «Pourquoi surtout, revendiquer un positionnement éthique, comme toutes les entreprises occidentales responsables, et en même temps collaborer avec l'un des pires régimes de la planète?»

À son avis, un départ de Total de la Birmanie, qui priverait la junte militaire de précieux revenus, pourrait avoir beaucoup d'influence. «On sait que si l'Afrique du Sud est libre aujourd'hui, c'est en grande partie grâce au boycottage économique. Peut-être celui-ci pourrait avoir une influence en Birmanie aussi», souligne-t-il.

Le rôle des Desmarais

Paul Moreira dit ne pas avoir d'informations sur les états d'âme de la famille Desmarais, qui possède 4 % des actions de Total avec le holding de la famille belge Frère. Mais il croit que comme investisseurs importants, ils pourraient tenter de convaincre Total de se retirer. «Évidemment, vu leur niveau de présence dans le capital, s'ils décidaient de partir en croisade pour que Total quitte la Birmanie, je pense qu'ils seraient entendus...»

* En juillet dernier, l'ONG avec lequel Paul Moreira a collaboré, EarthRights International (ERI), a publié un troisième rapport dévastateur sur le rôle de Total en Birmanie, accusant la pétrolière de «complicité d'assassinats et de travail forcé». ERI y soutient que deux Birmans auraient été exécutés par «l'un des officiers de l'armée, chargé de la sécurité du personnel des compagnies pétrolières et du gazoduc».

* Power Corporation contrôle 50 % de GBL, via différentes filiales. GBL est le plus important actionnaire unique du géant Total avec 4 % des actions. Paul Desmarais Jr siège même au conseil d'administration de Total. GBL a un autre représentant au sein du conseil, qui compte 15 membres au total. Power nie avoir une influence sur les décisions stratégiques de Total et es-time qu'elle n'a qu'un «intérêt minoritaire indirect très inférieur à 1 %» dans Total. Elle dit aussi n'avoir aucun lien avec la junte militaire birmane.

-
- **Elections en Birmanie: la junte revendique une victoire, combats dans l'est**
 - **Birmanie: la junte a remporté 77% des sièges au Parlement**
-

Elections en Birmanie: la junte revendique une victoire, combats dans l'est

AFP - 11/09/10 Euro-News

La junte birmane, insensible aux critiques des pays occidentaux, a revendiqué mardi une victoire écrasante aux élections de dimanche, alors que les combats dans une région de l'est du pays ont poussé 20.000 personnes à se réfugier en Thaïlande. "Nous avons gagné environ 80% des sièges" dans les assemblées nationales et régionales, a affirmé à l'AFP un cadre du Parti de la solidarité et du développement de l'Union (USDP), créé de toutes pièces par la junte il y a quelques mois.

Le responsable a évoqué une participation d'environ 70%, soit 10% de plus qu'une première estimation lundi. Dans l'est, les combats qui ont opposé rebelles karens et militaires ont fait fuir 20.000 Birmans vers la Thaïlande. Mais beaucoup d'entre eux avaient commencé à rentrer chez eux mardi dans la journée, malgré la poursuite des combats dans la forêt.

Plus de 100.000 Birmans, en majorité des Karens, vivent déjà dans des camps de réfugiés de la région.

La télévision d'Etat birmane a accusé mardi soir des "insurgés terroristes" d'être responsables de ces violences qui ont fait selon elle trois morts et vingt blessés civils dans la ville de Myawaddy, où les combats ont commencé lundi. Elle a ajouté d'un policier avait été tué et quatre soldats blessés dans d'autres affrontements plus au sud, au col des Trois Pagodes. Les premières "estimations" des élections sont intervenues dans un concert de condamnations des pays occidentaux, face à un processus électoral outrageusement favorable à l'USDP et émaillé d'accusations de malversations.

Seule la Chine s'est félicitée de la tenue du scrutin avec l'Asean, (nations du sud-est asiatique) qui l'a qualifié d'"important pas en avant". Les grandes capitales ont aussi dénoncé l'absence de l'opposante Aung San Suu Kyi, qui avait remporté les élections de 1990 avec la Ligue nationale pour la démocratie (LND), sans jamais être autorisée à accéder au pouvoir. La lauréate du prix Nobel de la paix est aujourd'hui encore en résidence surveillée, comme pendant 15 des 21 dernières années, mais pourrait être libérée d'ici quelques jours. Son parti ayant boycotté ce scrutin, a été dissous par la junte.

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a estimé lundi que les élections avaient été "insuffisamment transparentes, ouvertes et pluralistes". D'autres protestations sont venues de l'intérieur, mais n'ont guère plus de chances d'être entendues. La Force démocratique nationale (NDF) et le Parti démocrate (PD), les deux plus grands partis d'opposition démocratiques, ont ainsi dénoncé des malversations, dont la collecte de voix avant même le scrutin.

"Nous avons nos preuves. Des candidats se sont plaints (...) parce qu'il y a eu des tricheries", a indiqué le président de la NDF, Than Nyein. Thu Wai, président du PD, a pour sa part admis des mauvais résultats,

“non seulement à cause des votes (recueillis) à l’avance mais aussi parce que nous n’avions pas de représentants dans tous les bureaux de vote” au moment du dépouillement. “L’USDP devrait remporter plus de 82% des sièges pour battre le record de la LND en 1990”, pronostiquait de son côté Win Min, analyste birman en exil basé aux Etats-Unis, en affirmant que “plusieurs circonscriptions remportées par la NDF avaient été attribuées à l’USDP après un bourrage des urnes par la Commission électorale”.

Le scrutin est considéré comme un simulacre destiné à doter le pouvoir militaire d’une légitimité électorale, même si les assemblées peuvent à terme fournir un espace d’expression inédit dans un pays sous dictature militaire depuis près de cinquante ans. Un quart des sièges des assemblées n’a pas été soumis au vote et a été réservé aux militaires en activité, empêchant mathématiquement la répétition de la victoire de l’opposition en 1990.

Birmanie: la junte a remporté 77% des sièges au Parlement

AP - 10/11/2010

La junte militaire au pouvoir en Birmanie a pour l’instant remporté 77% des sièges lors des élections parlementaires contestées du week-end dernier, a-t-on appris mercredi auprès d’un responsable du Parti de la solidarité et du développement de l’Union (USDP, pro-junte).

L’issue du scrutin ne faisait guère de doute car le principal parti d’opposition, la Force démocratique nationale (NDF), n’avait pu présenter des candidats que dans 164 des 1.159 circonscriptions.

Le Parlement national -bicaméral- était à renouveler, ainsi que 14 assemblées régionales. Le pays compte 29 millions d’électeurs, mais l’annulation du vote dans les zones où des rébellions ethniques sont actives a privé de scrutin 1,5 million de personnes.

Les résultats officiels n’ont pas encore été annoncés, mais un responsable de l’USDP affirme que son mouvement a remporté 878 sièges. Il a ajouté que jusqu’à présent 80% des candidats présentés sous la bannière de l’USDP avaient remporté leur élection et que 77% des sièges du Parlement étaient sous le contrôle du parti pro-junte.

Le gouvernement a affirmé que le scrutin était une étape importante vers la démocratie, mais de nombreuses voix, dont celles du président américain Barack Obama, se sont élevées pour dire que ces élections n’étaient ni libres, ni équitables.

Des violences ont éclaté après le scrutin entre des rebelles karens et des troupes gouvernementales birmanes. Des combats se sont déroulés le long de la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie, provoquant la fuite de 20.000 villageois pris de panique en Thaïlande, un pays qui accueille déjà 250.000 réfugiés appartenant à des minorités ethniques. Ces derniers ont quitté leur pays suite à des campagnes de répression menées par l’armée birmane.

La junte, qui dirige la Birmanie depuis 1962, détient toujours environ 2.200 prisonniers politiques, dont l’opposante birmane Aung San Suu Kyi. Son mouvement, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), seule opposition crédible dans le pays, a été dissous pour avoir refusé de participer au scrutin.

Lors des dernières élections, en 1990, Aung San Suu Kyi avait conduit la LND à une éclatante victoire. Mais la junte a ignoré le résultat du vote et privé de liberté la célèbre opposante pendant 15 des 21 dernières années.

Selon un porte-parole de la LND, Nyan Win, le parti a créé un comité pour enquêter sur les accusations de fraude, alors que l’assignation à résidence d’Aung San Suu Kyi arrive à son terme ce samedi. “Elle doit être libérée car il n’y a aucune loi qui permette de prolonger sa détention”, a affirmé le porte-parole, précisant qu’elle participerait “activement” à l’enquête.

-
- **Birmanie: 3 civils tués lors de combats**
 - **Élections en Birmanie: Pékin enthousiaste parmi un concert de critiques**
 - **Than Shwe, tyran birman, mégalomane et taciturne**
-

Birmanie: 3 civils tués lors de combats

AFP - 8 novembre 2010

Des combats qui ont éclaté aujourd'hui entre des rebelles karens et l'armée birmane dans une ville de l'est du pays ont fait trois morts parmi les civils et onze blessés, a-t-on appris de source officielle birmane.

Ces combats, lors desquels les rebelles ont utilisé des armes lourdes selon des sources officielles birmane et thaïlandaise, opposaient des soldats de la l'Armée bouddhiste démocratique Karen (DKBA) à l'armée birmane. Ils sont intervenus au lendemain des premières élections dans le pays depuis vingt ans.

Élections en Birmanie: Pékin enthousiaste parmi un concert de critiques occidentales

AFP - 8 novembre 2010

Pékin enthousiaste parmi un concert de critiques occidentales

Des Birmans exilés à Bangkok ont organisé cette mise en scène, pour dénoncer les élections truquées ayant eu lieu dans leur pays.

La Chine, la plus fidèle alliée de la junte birmane, a salué «l'avancée» que constituent selon elle les élections de dimanche en Birmanie, tandis que plusieurs de ses voisins asiatiques gardaient le silence face à un scrutin que l'Occident dénonce. Comme à l'accoutumée, le soutien le plus clair aux militaires de Naypyidaw, capitale de la Birmanie, est venu de la Chine, qui s'est promptement démarquée du concert de critiques occidentales.

Le scrutin «montre un changement dans le pays dirigé par les militaires», a estimé le journal Global Times, dans un éditorial intitulé «Élection en Birmanie: une avancée». Pékin soutient «le plan de la Birmanie de transformer son système politique, mais sait qu'il faudra du temps». La Chine est un allié-clé de la Birmanie, de même qu'un gros investisseur notamment dans les ressources naturelles. C'est aussi un important fournisseur d'armes pour la junte qu'elle a régulièrement aidée par le passé dans les discussions internationales, de par son statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

«L'Occident doit prendre l'initiative de diminuer son hostilité envers ce pays», a encore estimé le Global Times, en conseillant aux pays voisins de la Birmanie d'avoir leur propre avis, sans suivre aveuglément l'Occident. Un message a notamment été adressé à l'Association des Nations d'Asie du sud-est (ASEAN), qui a intégré la Birmanie en 1997 et ne sait depuis comment gérer cette épine qu'elle a dans le pied. Manille, assez active avec Jakarta pour tenter de faire évoluer la junte, a déploré les entraves subies par l'opposition birmane, faisant état d'une très mauvaise participation.

«La stabilité là-bas va de pair avec la stabilité dans la région», a insisté le président philippin Benigno Aquino. Mais ni la Thaïlande, ni l'ASEAN en tant que bloc, n'ont réagi. L'ASEAN «n'aura d'autre choix que de saluer ce simulacre d'élection et exprimer l'espoir qu'elle représentera la première étape vers des développements plus positifs», pronostique Kavi Chongkittavorn, un expert de la géopolitique régionale, dans une tribune publiée dans le quotidien thaïlandais The Nation. Les élections «placent l'ASEAN dans une position difficile car elle doit être la première à endosser un résultat condamné dans le monde entier.

Le président américain Barack Obama s'en est pris lui au silence de l'Inde, où il était lundi, affirmant que les démocraties ayant des aspirations mondiales ne pouvaient ignorer «les choquantes violations» dans les autres pays. Les élections ont été «insuffisamment transparentes, ouvertes et pluralistes», a jugé le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon.

Le gouvernement japonais, de son côté, a emboîté le pas de Washington, Canberra, Paris, Londres et Bruxelles. Tokyo s'est dit «profondément déçue», rappelant avoir à maintes reprises enjoint la junte d'organiser «des élections libres, justes et transparentes», selon le porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Tokyo a aussi appelé à la libération immédiate d'Aung San Suu Kyi et à l'ouverture d'un réel dialogue avec elle et la Ligue nationale pour la démocratie.

Than Shwe, tyran birman, mégalomane et taciturne

Le Figaro - 8 novembre 2010

Le général Than Shwe passe en revue les troupes des forces armées birmanes, à Rangoun en novembre 2005. Le général Than Shwe passe en revue les troupes des forces armées birmanes, à Rangoun en novembre 2005. Le «généralissime» qui dirige le pays d'une main de fer survivra aux élections faussées organisées dimanche.

Aussi puissant que secret, le funeste maître de la Birmanie laisse une fois encore planer le doute sur ses intentions. Que fera le «généralissime» Than Shwe, l'homme qui a réduit 50 millions de Birmans à l'état de servage et à une pauvreté absolue, après les élections de dimanche? Persuadé d'être le seul à pouvoir maintenir l'unité du pays, soucieux de préserver ses privilèges, «Than Shwe, numéro un de la junte, passera le flambeau à Than Shwe, président», croit savoir Soe Aung, porte-parole d'une coalition d'organisations d'opposition en exil en Thaïlande. Mais le général, que l'on dit malade, pourrait également tirer les ficelles en coulisses.

La personnalité de celui qui continuera de peser lourd dans le calvaire de la Birmanie reste une énigme. Les rares informations qu'il laisse filtrer sont fausses. Les médailles qu'il arbore sur son uniforme suggèrent de nombreux faits d'armes: il fut en fait un piètre soldat et un commandant désastreux. Il sous-entend des responsabilités importantes au département des opérations psychologiques de l'armée: sa tâche consistait surtout à trouver des recrues. Il se pique d'être un golfeur émérite: ce sont ses officiers de renseignement qui poussent sa balle à chaque fois qu'il rate un swing.

Effacé et manœuvrier

«L'ascension de Than Shwe est un conte de fées pour les médiocres et les lèche-bottes», résume Win Hlaing, député birman en exil. Than Shwe a 20 ans quand il s'engage dans l'armée, après avoir été brièvement employé des postes. En 1962, lorsque Ne Win s'empare du pouvoir et devient le premier dictateur birman, il est choisi pour diriger l'École centrale de sciences politiques, une machine à propagande. Il y reste quatre ans, puis réintègre l'armée et y gravit tous les échelons, jusqu'aux étoiles de général. En 1988, Ne Win est contraint de passer la main après le carnage perpétré par l'armée contre des manifestants luttant pour la démocratie. Than Shwe, promu ministre de la Défense, devient le bras droit du nouveau dictateur, le général Saw Maung, qu'il remplace en avril 1992.

«Le secret de la réussite de Than Shwe est son absence de charisme, de perspicacité et de talent, ironise Benedict Rogers, auteur d'une biographie du tyran. Il était si effacé, si insignifiant, si obéissant qu'il n'était pas perçu comme une menace par ses supérieurs. Ils le récompensaient en lui donnant des galons.» Win Hlaing, l'opposant birman, lui reconnaît tout de même un don: «Il a dissimulé, sous un air benêt, des qualités de manœuvrier hors pair.» Comme Ne Win, dont il s'inspire largement, Than Shwe est le spécialiste des purges internes. Longtemps considéré comme un simple élément d'équilibre dans la rivalité qui opposait Khin Nyunt, puissant chef des services de renseignement, et Maung Aye, commandant en chef de l'armée, il s'est finalement imposé.

Un éléphant blanc dans son palais

Taciturne, sanguinaire, spécialiste des outrances xénophobes, le «Bulldog» est également mégalomane. Dans la nouvelle capitale qu'il a fait sortir de la jungle et qu'il a baptisée «la Demeure des rois», il ne se fait plus appeler que «Bu Daw», un titre emprunté aux anciens monarques birmans. Il a poussé l'analogie jusqu'à exiger un éléphant blanc dans son palais et à organiser un mariage princier pour sa fille en 2006. Évalués à 50 millions de dollars, les cadeaux de mariage représentaient trois fois le budget de la santé.

Des histoires loufoques circulent à son sujet. À califourchon sur un cochon, il aurait fait le tour de la pagode Shwedagon pour conjurer une prophétie de ses astrologues. Il aurait ordonné à tous les paysans de Pegu (Sud-Est) de cultiver des tournesols, dont le nom birman signifie «long séjour». «Si seulement il pouvait se consacrer à ses passe-temps», soupire Win Nyant, négociant birman en jade: chanter à tue-tête le tube On se fiche pas mal des sanctions économiques de l'Occident, écrire des odes à la patrie ou regarder des films d'arts martiaux. Dans leurs rêves les plus fous, les Birmans le voient jugé pour crimes contre l'humanité.

-
- **Le programme nucléaire birman pourrait s'accélérer avec l'aide de la Corée du Nord**
 - **Elections en Birmanie: le dernier combat d'un vétéran pour la démocratie**
 - **Birmanie: 14 morts, une centaine de blessés dans l'incendie d'un oléoduc**

- **Elections en Birmanie: pas d'observateurs ni de médias étrangers autorisés à entrer**
 - **Birmanie: Aung San Suu Kyi attaque la junte en justice après la dissolution de son parti**
-

Le programme nucléaire birman pourrait s'accélérer avec l'aide de la Corée du Nord

AFP - 26 octobre 2010

La Birmanie mène un programme secret d'armements nucléaires qui pourrait "vraiment s'accélérer" avec l'aide de la Corée du Nord, selon un expert nucléaire de haut niveau. En juin, un reportage d'une télévision d'exilés birmans basée en Norvège avait affirmé que la junte avait mis en route un programme nucléaire avec la collaboration de Pyongyang, citant un officier transfuge de l'armée birmane et des "documents top secrets".

Robert Kelley, ancien directeur de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), a pu étudier ces documents sortis de Birmanie par ce transfuge et en a conclu qu'"un programme nucléaire clandestin" était en cours, a-t-il indiqué tard mardi devant le Club des journalistes étrangers de Thaïlande. "Ce n'est pas un programme bien développé. Je ne pense pas qu'il aille très bien", a-t-il précisé.

"Mais si un autre pays intervient, avec toutes les connaissances, le matériel et peut-être la clé à certaines choses qui leur posent problème, y compris la mauvaise gestion, ce programme pourrait vraiment s'accélérer", a ajouté M. Kelley, notant que la Corée du Nord était "certainement le pays qu'(il avait) en tête". Mais il a souligné que ce programme nucléaire ne pourrait pas réussir sans aide extérieure. "Je pense qu'on peut dire que le peuple thaïlandais est en sécurité pour les prochaines années, parce que ces gens ne savent pas ce qu'ils font", a-t-il noté.

La Birmanie, qui organise le 7 novembre ses premières élections en 20 ans, avait rejeté ces accusations en juin, assurant ne pas vouloir devenir une puissance nucléaire. Le documentaire de la Democratic Voice of Burma (DVB) montrait notamment des milliers de photos révélant les ambitions nucléaires présumées du régime du généralissime Than Shwe ainsi que la fabrication d'un réseau de tunnels souterrains.

Les Etats-Unis, qui ont entrepris un dialogue avec la junte l'an passé tout en maintenant les sanctions économiques contre elle, avaient alors exprimé leur "préoccupation" quant aux "liens militaires croissants" entre la Birmanie et la Corée du Nord.

Elections en Birmanie: le dernier combat d'un vétéran pour la démocratie

AFP - 26 octobre 2010

De Hla Hla HTAY

Combattant contre l'armée britannique, garde du corps du héros de l'indépendance Aung San et même baby-sitter de sa fille Aung San Suu Kyi: à 87 ans, Tun Sein poursuit sa lutte pour la liberté en se présentant aux élections du 7 novembre, les premières en 20 ans en Birmanie. "Qui a osé combattre les Britanniques ? Qui a osé se révolter contre les Japonais ? Nous. Nous nous sommes battus", raconte le capitaine à la retraite, sans doute le candidat le plus âgé de ce scrutin.

"Je vais bientôt mourir. Je veux juste la paix et la liberté. Je veux juste voir la vie de notre peuple s'améliorer, dans un pays démocratique et pacifique", continue le vieil homme qui porte les couleurs d'un parti d'opposition, la Force démocratique nationale (NDF).

Cette quête, il la poursuit depuis qu'il a rejoint à 19 ans l'Armée pour l'indépendance birmane et son combat contre les Britanniques, aux côtés du leader de la libération birmane, le général Aung San. D'abord alliés avec les Japonais pour chasser les colonisateurs en 1942, ils ont ensuite pris les armes contre l'occupation japonaise quelques années plus tard.

A cette époque, il a assuré quelques mois la sécurité du général Aung San et a ainsi eu l'occasion de garder celle qui deviendra l'icône de la lutte pour la démocratie en Birmanie, Aung San Suu Kyi. "Elle était intelligente quand elle était petite", se rappelle Tun Sein. "Elle a le sang de son père, elle est comme lui. Le général n'a jamais accepté quelque chose de mauvais". Elle avait seulement deux ans lors de l'assassinat de son père en 1947, un an avant l'indépendance du pays.

Des décennies plus tard, Tun Sein s'est engagé au sein de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), créée par la célèbre dissidente en 1988 après un soulèvement populaire réprimé dans le sang. En 1990, la Ligue a remporté une large victoire aux élections, mais la junte a refusé d'honorer les résultats et Mme Suu Kyi a passé la majeure partie des vingt années suivantes en résidence surveillée. Pour ces élections du 7 novembre, la lauréate du prix Nobel de la paix, soutenue par certains membres du parti, en particulier des octogénaires ou nonagénaires aux commandes depuis longtemps, a fait le choix du boycott. D'autres, qui voient ce scrutin comme le seul espoir de changement, ont quitté la Ligue et fondé la Force démocratique nationale.

"Je ne pense pas que la situation politique puisse être changée par un boycott. Alors j'ai rejoint la NDF pour parler au parlement et représenter le peuple", explique Tun Sein. Il espère malgré tout travailler à nouveau avec la "Dame" de Rangoun, dont la dernière condamnation à la résidence surveillée expire en principe le 13 novembre, juste après ces élections qui sont pour l'Occident une mascarade destinée à légitimer la junte. Dans ce pays dirigé par une succession de régimes militaires depuis 1962, faire de la politique n'est pas sans risque. Mais Ohn Saing, la femme du vétéran, n'a pas peur.

"Il travaille simplement pour son pays. Je ne m'inquiète pas pour mon mari", assure l'enseignante à la retraite de 85 ans. Elle l'a déjà soutenu lorsqu'il a été condamné à un an de prison pour avoir enfreint les règles de la campagne électorale de 1990 en allant dans une autre circonscription. Tun Sein, qui peut encore lire sans lunettes et conduire sa moto malgré quatre blessures par balle à la jambe, a également reçu le soutien de concitoyens. "C'est un capitaine qui a pris sa retraite de l'armée. Je suis aussi un retraité de l'armée", explique Kyaw Htun, un habitant de la ville. "Je voterai pour lui".

Birmanie: 14 morts, une centaine de blessés dans l'incendie d'un oléoduc

AFP - 25 octobre 2010

Au moins 14 personnes ont été tuées et une centaine blessées dans l'incendie accidentel d'un oléoduc dans le centre de la Birmanie, a indiqué lundi à l'AFP un responsable birman sous couvert de l'anonymat. Le feu s'est déclaré dimanche près de la ville de Pakkoku, dans la région de Magway. "Les autorités locales sont actuellement en train d'essayer d'éteindre le feu", a précisé le responsable.

Le sinistre s'est déclenché alors qu'environ 200 villageois des alentours essayaient de récupérer le pétrole qui s'échappait d'une fuite de l'oléoduc, propriété d'un groupe public birman. Certains villageois ont utilisé du feu pour faire de la lumière dans la pénombre, provoquant ainsi l'incendie, a-t-il ajouté. Une source jointe par téléphone dans un hôpital local a refusé de fournir des détails mais confirmé que l'établissement soignait des blessés. Un habitant a pour sa part indiqué que "beaucoup de gens" avaient été transférés dans deux établissements de la région.

La piste criminelle semblait donc écartée, à deux semaines des premières élections législatives dans le pays depuis vingt ans. Les hydrocarbures constituent l'une des mannes financières majeures de la junte au pouvoir en Birmanie, même si les experts soulignent qu'une faible partie de cette rente alimente réellement les comptes de l'Etat. Les groupes français Total et américain Chevron sont régulièrement critiqués pour leur implication dans le projet gazier de Yadana.

La Chine, alliée indéfectible du régime birman, a pour sa part investi dans des infrastructures ces dernières années. En novembre, les travaux de construction par un grand groupe chinois ont commencé pour un gazoduc de près de 800 kilomètres. En dépit de ces richesses, près d'un tiers des Birmans vivent en dessous du seuil de pauvreté, selon la Banque mondiale.

Elections en Birmanie: pas d'observateurs ni de médias étrangers autorisés à entrer

AFP - 17 oct. 2010

Aucun média ou observateur étranger ne sera autorisé à entrer en Birmanie pour les élections du 7 novembre, considérées par l'Occident comme une mascarade destinée à légitimer le régime militaire. "Concernant la venue d'observateurs étrangers, notre pays a beaucoup d'expérience en matière d'élections", a déclaré lundi le président de la commission électorale Thein Soe devant des diplomates et des journalistes dans la capitale.

Il a précisé que les diplomates étrangers et les représentants des agences de l'ONU déjà présents en Birmanie pourraient observer ces premières élections en 20 ans. "Les diplomates sont des représentants de leur pays. Donc, nous estimons qu'il n'est pas nécessaire d'autoriser d'autres pays à observer séparément", a-t-il ajouté. Concernant les médias, il a noté que des agences de presse étrangères avaient déjà des journalistes basés en Birmanie, et que les journalistes étrangers ne seraient donc pas autorisés à y entrer pour le scrutin.

Appareils photos et caméras seront également interdits dans les 40.000 bureaux de vote pour que les plus de 29 millions d'électeurs puissent "voter en toute liberté", a-t-il ajouté. Dans un pays dirigé par une succession de régimes militaires depuis 1962, ces élections sont vues par l'Occident comme une manipulation et une volonté des militaires de se muer artificiellement en un régime civil sans céder une once de pouvoir.

Un quart des sièges au Parlement leur est d'ailleurs réservé et la victoire des partis alignés sur la junte ne fait guère de doute pour les 1.159 sièges restant à pourvoir dans les deux assemblées nationales et les parlements régionaux. Le président de la commission électorale a malgré tout nié lundi tout favoritisme envers le Parti de la solidarité et du développement de l'Union (USDP), récemment créé de toutes pièces par le régime.

"Il n'y a pas de petits ou de grands partis. Ils sont tous pareil. Si un parti est enregistré, il aura des droits", a-t-il assuré, précisant que 3.071 candidats de 37 partis étaient inscrits. Mais le scrutin aura lieu sans la dissidente Aung San Suu Kyi, et sans son parti, la Ligue nationale pour la démocratie, dissout pour avoir décidé de le boycotter. La lauréate du prix Nobel de la paix, dont le parti a remporté les dernières élections en 1990 sans jamais être autorisé à exercer le pouvoir, a vécu en résidence surveillée sans interruption depuis 2003 et pendant plus de 15 des 21 dernières années.

Sa dernière condamnation doit expirer le 13 novembre, seulement quelques jours après les élections. Une fois libre, elle compte "avoir un compte Twitter pour parler et discuter avec les adolescents du monde entier", a indiqué lundi son avocat Nyan Win après lui avoir rendu visite. Malgré la fin en principe proche de cette libération, l'avocat continue son combat devant la justice. Lundi, la Cour suprême birmane a examiné une nouvelle demande d'appel contre sa dernière condamnation à 18 mois supplémentaires d'assignation à résidence en 2009, sans se prononcer sur sa recevabilité. La "Dame" de Rangoun avait déposé cet appel en mai, après deux premiers rejets.

La junte a d'autre part annoncé le mois dernier que les élections ne pourraient se tenir dans un certain nombre de zones en proie à la rébellion de groupes ethniques, excluant du processus des millions de membres des minorités ethniques. "Il y a des groupes armés dans certaines zones. Nous estimons qu'il pourrait y avoir des pressions de leur part pour favoriser certains partis (...) C'est pour ça que nous n'organiserons pas les élections dans ces lieux", a justifié Thein Soe.

Birmanie: Aung San Suu Kyi attaque la junte en justice après la dissolution de son parti

AFP – 5 oct. 2010

L'opposante birmane Aung San Suu Kyi a déposé une plainte contre la junte birmane pour avoir dissous son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), a indiqué mardi son avocat à un mois de législatives dont elle a été exclue. La LND avait été officiellement interdite en mai dernier, après sa décision de boycotter le scrutin du 7 novembre, qu'elle juge injuste et verrouillé par les militaires. Deux recours avaient déjà été déposés fin avril devant la Cour suprême contre le chef de la junte, le généralissime Than Shwe, et avaient été rejetés.

Mardi, une nouvelle procédure a été déposée, sans plus d'espoir d'être entendue que les précédentes. "Nous continuons parce que nous n'abandonnons pas. Si nous abandonnons, nous n'avons plus rien à faire", a justifié Nyan Win, avocat de l'opposante. La LND a boycotté les élections législatives car elle a refusé d'exclure la dissidente de ses instances, comme la junte l'exigeait. Le premier parti de l'opposition avait remporté les dernières élections, en 1990, sans jamais être autorisé à exercer le pouvoir.

La lauréate du prix Nobel de la paix a vécu en résidence surveillée sans interruption depuis 2003 et pendant plus de 15 des 21 dernières années. Deux officiels birmans ont indiqué à l'AFP la semaine

dernière qu'elle serait libérée après le scrutin. Mi-septembre, le quotidien gouvernemental "News Lights of Myanmar" avait sommé, sans la nommer, la LND de cesser de protester contre sa dissolution.

-
- **Possible libération d'Aung San Suu Kyi (4 octobre 2010)**
 - **Aung San Suu Kyi libérée en novembre, selon des officiels birmans**
 - **Birmanie: des dissidents, dont un moine bouddhiste, sont emprisonnés**
-

Possible libération d'Aung San Suu Kyi (4 octobre 2010)

France Diplomatie - 4 octobre 2010

Des déclarations récentes de la junte birmane font état de la possible libération le 13 novembre prochain d'Aung San Suu Kyi.

Il ne s'agit en aucun cas d'une quelconque mesure de clémence de la part de la junte. C'est en effet le 13 novembre prochain que la peine à laquelle Aung San Suu Kyi avait été condamnée arrive à son terme.

Cette possible remise en liberté de d'Aung San Suu Kyi ne doit pas faire oublier les milliers d'autres prisonniers politiques birmans. La France, avec ses partenaires de l'Union européenne, n'a cessé d'appeler à leur libération, avec celle d'Aung San Suu Kyi.

Le dialogue entre le régime et l'opposition est aujourd'hui inexistant. Les conditions pour que les élections du 7 novembre soient libres et démocratiques ne sont pas réunies. Tout reste à faire pour que la Birmanie prenne le chemin d'une véritable réconciliation nationale. Nous demeurons aux côtés des défenseurs de la cause démocratique en Birmanie.

Aung San Suu Kyi libérée en novembre, selon des officiels birmans

AFP – 1 octobre 2010

La célèbre dissidente birmane Aung San Suu Kyi, privée de liberté par la junte pendant la majorité des vingt dernières années, sera libérée quelques jours après les élections du 7 novembre, ont affirmé jeudi des sources officielles birmanes.

La lauréate du prix Nobel de la paix n'a pas vécu librement depuis sa dernière arrestation, en 2003.

Elle avait été de nouveau condamnée en août 2009 à 18 mois supplémentaires de résidence surveillée, après l'intrusion en mai d'un illuminé américain qui s'était approché à la nage de son domicile de Rangoun, situé sur les rives d'un lac.

Les analystes et la communauté internationale avaient alors violemment protesté, exigeant en vain la libération de l'unique réelle figure alternative au régime du généralissime Than Shwe.

"Sa détention sera terminée le 13 novembre, une semaine après les élections en Birmanie. Elle sera libérée conformément à la loi", a indiqué jeudi un responsable birman, sous couvert de l'anonymat. "Le mois de novembre sera très chargé pour nous, à cause des élections et de la libération de Mme Aung San Suu Kyi", a confirmé une autre source officielle.

Mais le caractère imprévisible du régime laissera planer le doute jusqu'au dernier moment, a relevé Aung Naing Oo, analyste spécialiste de la Birmanie et basé en Thaïlande, ajoutant que cette libération a fait l'objet de nombreuses spéculations.

"Elle sera officiellement libérée, mais ne sera pas libre de ses mouvements", a-t-il estimé ajoutant que la mesure serait probablement soumise à restrictions. "C'est une dictature militaire. Peu importe le cadre légal, s'ils ne veulent pas la libérer, elle ne le sera pas. Je dois dire que je suis un peu sceptique. J'y croirai quand je le verrai".

Les législatives de novembre sont considérées comme une mascarade en Occident, qui n'y voit qu'une manipulation des militaires pour se muer artificiellement en un régime civil sans céder une once de pouvoir. ONU, Etats-Unis et Union européenne estiment que le scrutin ne peut avoir de signification en l'absence de Mme Suu Kyi. En 1990, la précédente consultation nationale avait été remportée haut-la-main par son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), sans que les résultats ne soient jamais

été reconnus. Depuis, la LND a disparu du paysage politique légal. Les lois électorales de mars dernier ont obligé ses dirigeants à choisir entre exclure sa fondatrice de ses instances, ou renoncer au scrutin. Le parti a choisi le boycott et a, en conséquence, été dissous par le pouvoir.

Jeudi, l'avocat de l'opposante a confirmé cette date de libération. "Mme Suu doit être libérée le 13 novembre. Il n'y a plus de loi qui justifie sa résidence surveillée", a affirmé Nyan Win. "Nous n'avons rien prévu pour l'instant. Nous ferons ce qu'elle nous dira de faire. Nous attendons ce moment". Depuis 1989, la dissidente a passé trois séjours en prison ou en résidence surveillée, pour un total de plus de 15 ans. Mi-septembre, le quotidien gouvernemental "News Lights of Myanmar" avait sommé implicitement la LND de cesser de protester contre sa dissolution et menacé d'emprisonnement quiconque voudrait s'opposer aux élections.

La junte a par ailleurs annoncé que la figure de proue de l'opposition serait autorisée à voter, quelques jours après avoir affirmé le contraire. Un changement de cap qui n'a pas satisfait la communauté internationale. Les Etats-Unis ont réaffirmé que Mme Suu Kyi ne devrait pas seulement être autorisée à voter, mais libérée, se déclarant "préoccupés par le climat d'oppression politique dans le pays". Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a déclaré pour sa part lundi, après une réunion ministérielle de l'ONU sur le sujet, que les élections ne seraient pas crédibles sans sa libération.

Birmanie: des dissidents, dont un moine bouddhiste, sont emprisonnés

De The Associated Press (CP) - 1 octobre 2010

La justice birmane a condamné à de longues peines de prison 13 dissidents — dont un moine bouddhiste — pour des projets d'attentats et autres activités visant à perturber les futures élections, ont annoncé jeudi leurs avocats.

Les peines vont de cinq à 23 ans pour 12 personnes et un moine a été condamné par un autre tribunal à 15 ans de prison pour des activités anti-électorales.

Ces décisions représentent la première répression d'envergure contre l'opposition depuis le début de la campagne officielle pour les élections générales du 7 novembre prochain, les premières de ces 20 dernières années. La junte au pouvoir tient à présenter ce scrutin comme un pas décisif vers la démocratie après des années de dictature militaire. Mais les militants de l'opposition sont déjà en prison ou en exil, et les critiques jugent les règles de l'élection inéquitables et non-démocratiques. La Ligue nationale pour la Démocratie du prix Nobel Aung San Suu Kyi a décidé de boycotter le scrutin.

-
- **Dissolution de la Ligue nationale pour la Démocratie**
 - **Trois ans après la "révolte Safran", la peur et la colère intactes**
 - **Birmanie: les opposants aux élections menacés**
-

Dissolution de la Ligue nationale pour la Démocratie

France Diplomatie - 15 septembre 2010

La dissolution de la Ligue nationale pour la Démocratie (LND), parti d'Aung San Suu Kyi, a été officiellement annoncée par la junte le 14 septembre. Cette situation, profondément choquante, résulte de la mise en oeuvre des lois électorales iniques promulguées au mois de mars dernier. Bernard Kouchner avait dès cette promulgation exprimé la condamnation la plus ferme de la France de cette législation qui ne crée pas les conditions d'un processus ouvert à tous les acteurs politiques. De toute évidence, les conditions ne sont pas réunies pour que les élections du 7 novembre soient considérées comme démocratiques et crédibles.

Nous déplorons vivement que nos appels au dialogue avec l'opposition n'aient pas été entendus par la junte, alors que ces élections auraient dû être le premier rendez-vous électoral et démocratique attendu par le peuple birman depuis 20 ans. La France continue à soutenir le mouvement démocratique en Birmanie, tous ceux et celles qui luttent pour la réconciliation nationale et le respect des droits de l'Homme. Nos préoccupations seront rappelées dans la résolution que l'Union européenne présentera prochainement à l'Assemblée générale des Nations unies. Nous renouvelons notre demande de

libération de tous les prisonniers politiques, y compris Aung San Suu Kyi, dans l'intérêt de la réconciliation nationale en Birmanie.

Trois ans après la "révolte Safran", la peur et la colère intactes

AFP - 15 septembre 2010

En 2007, U Ottama s'était joint aux moines en robe safran qui manifestaient contre la junte birmane. Trois ans après une répression sanglante, reste chez lui une certaine détermination, mais aussi une peur de tous les instants. "Nous devons faire très attention", susurre-t-il. "Les autorités locales ont une liste de ceux qui participaient au mouvement et je suis dessus". Les manifestations avaient pris la junte par surprise, après une brusque augmentation des prix de produits de base, puis le passage à tabac trois semaines plus tard de bonzes par des affidés de la junte. Emmenée par des dizaines de milliers de moines bouddhistes bientôt rejoints par la population civile, la "révolte safran" devenait rapidement la plus grande menace contre le pouvoir depuis 1988. Le généralissime Than Shwe, homme fort de la junte, optait pour la répression: au moins 31 morts.

Plus de 250 moines ont été arrêtés, des milliers ont été défroqués. Et U Ottama, dont le nom a été modifié pour préserver sa sécurité, continue de voir des ennemis partout. "La majorité des moines n'aime pas notre régime, mais on ne peut rien faire", dit-il. "A chaque fois que j'y pense, je me mets en colère. Tous les moines pensent comme moi, je crois". Ou presque. Car la junte a oeuvré pour rallier à sa cause des moines âgés et influents, dans l'espoir de "les calmer", eux et la jeune génération. Mais avec ses coreligionnaires de confiance, U Ottama parle politique chaque jour et se nourrit des radios étrangères BBC et Voice of America, que le gouvernement qualifie de "tueurs des ondes". Le trentenaire entretient ainsi ce petit activisme au quotidien, sans perdre sa lucidité quant aux réelles perspectives de changement. Malgré ses richesses, la Birmanie est en ruine et l'économie en déroute. "Les gens se battent pour manger et s'habiller. Ils ne peuvent pas consacrer du temps à la politique. C'est pour ça qu'ils ne s'intéressent pas aux élections". Dans moins de deux mois, les Birmans seront en effet appelés à élire un parlement national bicaméral, et des assemblées régionales. Un premier scrutin législatif depuis 20 ans qui a d'ores et déjà été verrouillé par la junte. Les moines, traditionnellement actifs en politique, en ont été écartés par la très controversée Constitution de 2008. "On devrait au moins pouvoir voter, mais même pas", peste le religieux.

Trois ans après une "révolte safran" aussi puissante que spontanée, le mouvement est à terre. "Le problème du mouvement de 2007, c'est que cette génération a tout misé dessus", analyse David Mathieson, de l'organisation Human Rights Watch. "C'était un acte très noble et courageux, et qui a reçu beaucoup de soutien, mais le régime a su exactement quoi faire. Ils les ont réprimés violemment pour faire passer le message. La grande majorité des moines maintenant ne veut plus entendre parler de politique". Certains tentent de faire vivre autrement l'influence dont jouit encore le clergé au sein de la population. Comme ce moine de 42 ans du nord de Rangoun, qui privilégie le travail au quotidien avec ses semblables, plutôt que de se préparer pour le grand soir. Il explique avoir pris part "spirituellement, pas physiquement" à la révolte Safran. "Je pense que les moines seraient prêts à se lancer de nouveau dans quelque chose de semblable aux manifestations, mais c'est difficile parce qu'il n'y a pas de coordination nationale". U Ottama, lui, ne peut pas croire que le combat ait cessé, que la junte restera sans adversaire. "Si rien ne change après les élections, il y aura des manifestations", espère-t-il. "Nous ne devons plus être patients".

Birmanie: les opposants aux élections menacés

AFP - 18 septembre 2010

Le journal officiel birman a averti samedi le principal parti d'opposition qu'il devait cesser de protester contre sa dissolution et menacé d'emprisonnement quiconque voudrait s'opposer aux élections que la junte organisera en novembre prochain. Le journal *News Lights of Myanmar*, sans nommer le parti de l'opposante Aung San Suu Kyi, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), y a fait clairement allusion en accusant «un parti» de pousser les gens à «protester contre les élections en boycottant» le scrutin du 7 novembre prochain, le premier depuis 20 ans en Birmanie.

Le LND a en effet décidé de boycotter les élections ce qui lui a valu d'être dissoute par la Commission électorale en mai. Selon le journal, considéré comme la voix du pouvoir, l'incitation à ne pas voter pourrait valoir «une durée d'emprisonnement n'excédant pas un an, ou une amende n'excédant pas 100 000 kyats (770 euros), ou les deux». Les élections, les premières organisées par la junte depuis vingt ans, ont été unanimement condamnées par l'opposition et la communauté internationale, qui n'y voit qu'une mascarade du régime militaire. A l'approche du scrutin, la Commission électorale a supprimé une dizaine de partis d'opposition.

-
- **Birmanie: la censure renforcée avant les élections**
 - **Birmanie: des électeurs apathiques à deux mois du scrutin**
 - **Birmanie: des soldats tuent 2 personnes**
-

Birmanie: la censure renforcée avant les élections

AFP – - 10/09/2010

BANGKOK — La censure s'est renforcée ces derniers mois contre la presse birmane, alors que le pays se prépare pour les premières élections législatives depuis vingt ans, a affirmé mercredi Reporters sans frontières (RSF).

L'organisation, qui décrit la junte comme le "paradis des censeurs", craint que la presse étrangère et locale ne soit pas autorisée à couvrir librement le scrutin du 7 novembre, évoquant un renforcement du poids de la censure.

RSF évoque ainsi notamment la suspension une semaine du journal Modern Times qui avait changé un titre sans autorisation. L'article, qui portait sur le risque de fortes pluies, était intitulé "Est-ce que ça viendra en septembre?".

"Mais les censeurs y ont vu une référence au troisième anniversaire de la Révolution Safran de 2007", emmenée par les moines bouddhistes et sévèrement réprimée par la junte (31 morts).

"Le maintien du système de censure préalable hypothèque toute chance d'un scrutin démocratique. Sans liberté de la presse, une élection n'est qu'une mascarade", a estimé RSF.

Le pays, dominé par les militaires depuis 1962, compte plus de 150 publications privées soumises au zèle de la Division d'enregistrement et de vérification de la presse, dit Bureau de la censure, dirigée par un officier.

La communauté internationale considère le scrutin à venir comme dépourvu de toute légitimité démocratique, notamment en l'absence de l'opposante Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix, en résidence surveillée.

Quelques rares médias pro-junte ont pu évoquer les élections mais "cette couverture s'est avant tout limitée aux manoeuvres électorales des généraux au pouvoir et à l'enregistrement des partis politiques", a souligné RSF.

Birmanie: des électeurs apathiques à deux mois du scrutin

AFP – - 10/09/2010

THABEIKKYIN — Les Birmans iront voter en novembre pour la première fois depuis vingt ans mais l'issue du scrutin connue d'avance ou presque ainsi que le manque chronique d'informations maintiennent les électeurs dans une profonde apathie.

Ko Aung, 43 ans, n'a aucune idée de ce à quoi ressemble la démocratie. Ce père de trois enfants d'un village du nord aura le choix le 7 novembre entre le Parti de la solidarité et du développement de l'Union (USDP) et le Parti de l'unité nationale.

Deux formations alignées sur la junte au pouvoir. Des généraux gouvernent la Birmanie depuis 1962.

Vendeur de pousses de bambous qu'il ramasse dans la forêt, il a entendu sur une radio des informations disant que l'USDP "n'était pas bien". Mais il ne s'y intéresse guère. "Notre revenu quotidien est plus important pour nous".

Les élections sont unanimement condamnées par la communauté internationale qui n'y voit qu'une mascarade destinée à habiller le régime militaire avec des vêtements civils.

La junte s'est réservée un quart des sièges et a verrouillé la campagne pour éviter le retentissant camouflet de 1990 lorsque la Ligue nationale pour la démocratie (LND) de l'opposante Aung San Suu Kyi avait remporté le scrutin haut la main.

Mme Suu Kyi n'a jamais été autorisée à exercer le pouvoir et a été privée de liberté pendant la majeure partie des 20 dernières années. Elle purge actuellement une nouvelle peine de résidence surveillée et n'est libérable, au plus tôt, qu'après les élections.

Quant à la LND qui boycotte le scrutin, elle a été purement et simplement dissoute. Privée de sa charismatique figure de proue et dépourvue de la légitimité historique de son parti, l'opposition piétine et souffre.

Les deux principales formations - le Parti démocratique et la Force démocratique nationale (NDF) -, créées par des transfuges de la LND, auront toutes les peines du monde à réunir à elles deux 200 candidats, pour plus d'un millier de sièges aux parlements national et régionaux.

Kyaw Kyaw, 25 ans, étudiant à Rangoun, avoue ne pas s'intéresser au scrutin mais admet qu'il votera pour l'USDP "parce qu'ils vont certainement gagner" et "qu'ils pourraient continuer à nous garantir l'électricité 24 heures sur 24".

"Si Aung San Suu Kyi est libérée et se présente, je voterai pour elle. Sinon, je voterai USDP parce que je ne connais pas les autres partis politiques".

Et pour cause. La campagne des partis d'opposition a été soumise à de multiples restrictions. Et comme l'élection est la première depuis 20 ans, tous les inscrits de moins de 38 ans se présenteront pour la première fois dans un bureau de vote.

A Pakokku (nord-ouest), une femme illettrée de 31 ans se souvient que le chef du village lui avait ordonné de voter pour la nouvelle Constitution lors du référendum organisé par la junte du généralissime Than Shwe en 2008, alors que la Birmanie était ravagée par un cyclone.

Sur les conseils d'un moine bouddhiste, elle n'en fit rien. Elle retournera voir un religieux cette année encore. "J'ai peur du chef du village et de la police, mais je fais confiance aux moines", dit-elle sous couvert d'anonymat.

Même les plus privilégiés semblent perdus. A l'instar de ce fonctionnaire de 55 ans de Pakokku qui admet que son statut ne lui a guère permis de se renseigner sur les différents partis. "Je veux voter pour les gens qui travaillent pour nous. Le gouvernement a réparé nos routes et bâti des usines dans notre région ces derniers temps".

Mais, interrogé sur sa volonté de voter USDP, il devient pensif. "Je ne sais pas grand chose. Je dois réfléchir très sérieusement. Vous ne voudriez pas me conseiller pour qui voter?"

Birmanie: des soldats tuent 2 personnes

AFP - 10/09/2010

Deux jeunes Birmans ont été abattus par des officiers de l'armée dans un incident qui a fait craindre de tels débordements que la presse officielle a cru bon de préciser aujourd'hui qu'il ne s'agissait "pas d'un combat" entre civils et militaires.

A [deux mois des premières élections législatives](#) depuis 20 ans et alors que la junte tente d'éviter toute manifestation contestataire, le quotidien New Light of Myanmar a indiqué que la mort de Soe Paing Zaw, 19 ans, et Aung Thu Hein, 23 ans, était liée à une "querelle d'ivrognes". Le quotidien a dénoncé un "complot" pour exploiter l'affaire et provoquer des émeutes, ajoutant que la population allait "aider l'Etat à se débarrasser de tels éléments qui provoquent des manifestations de masse à des fins politiques".

"(...) Le gouvernement se prépare, main dans la main avec la population, (à agir) contre ces éléments, qui abusent des gens pour les inciter à manifester avec pour intention de détruire la paix et la stabilité de l'Etat".

Soe Paing Zaw et Aung Thu Hein ont été abattus samedi soir à Bago, au nord de Rangoun, et incinérés à la hâte mardi, selon des témoins. Une cérémonie en leur mémoire devrait elle aussi être placée sous haute surveillance samedi. Les deux victimes ont été tuées au cours d'une dispute consécutive à un accident entre leur taxi et deux officiers en moto. Selon le quotidien officiel, un officier a fui la bagarre pour revenir avec d'autres soldats, dont un a ouvert le feu et tué les deux hommes.

"En réalité, c'était une querelle d'ivrognes dans la rue entre des jeunes soldats et des jeunes gens, pas un combat entre la Tatmadaw et le public", a insisté le quotidien. "De telles affaires surviennent parfois", a-t-il ajouté, en précisant que les responsables seraient sanctionnés, conformément à la "tradition" de l'armée birmane.

-
- **L'armée a procédé à son "plus grand remaniement depuis des décennies"**
 - **Le partis d'opposition dénoncent le cout d'inscription aux elections**
 - **Le scandale Barclays souligne la nécessité de durcir les sanctions**
-

Birmanie: l'armée a procédé à son "plus grand remaniement depuis des décennies

AFP - 28 aout 2010

La junte birmane a procédé à son plus important remaniement "depuis des décennies", a estimé samedi une source militaire, confirmant de grandes manoeuvres à quelques semaines d'élections législatives soigneusement verrouillées. Le général Thura Shwe Mann, troisième homme de la junte, que certains présentent comme devant être, à terme, le successeur du généralissime Than Shwe au sommet de l'Etat, a, ainsi que toute une génération de cadres, abandonné l'uniforme. "Plus de 70 officiers supérieurs de l'armée ont changé d'affectation. Nous pouvons dire qu'il s'agit du plus grand changement au sein de l'armée depuis des décennies", a commenté cet officier sous couvert de l'anonymat. "Nos responsables ont depuis longtemps prévu de maintenir l'activité de l'armée avec une nouvelle génération. C'est pourquoi les officiers supérieurs au-dessus de 60 ans ont pris leur retraite avant les élections". Win Min, analyste birman basé aux Etats-Unis, a confirmé qu'il s'agissait du "plus grand remaniement militaire depuis 1988", année de la chute du général Ne Win après 26 ans de dictature. En revanche, le départ de l'armée des numéros un et deux de la junte, le généralissime Than Shwe et le général Maung Aye, annoncé vendredi par un site d'exilés birmans et objet de multiples rumeurs, a été démenti.

Les deux officiers "vont bientôt prendre leur retraite", a affirmé samedi à l'AFP une source gouvernementale. "L'ordre n'est pas encore sorti par écrit même si cela a été prévu", a-t-elle ajouté, pronostiquant que cela interviendrait "après les élections". Plusieurs experts considéraient ces derniers mois que Than Shwe, qui dirige le pays d'une main de fer depuis 1992, prendrait congé de l'armée et briguerait, après le scrutin, le poste de président prévu par la Constitution de 2008. Ces élections, organisées le 7 novembre, constituent l'un des dernières étapes de la voie birmane vers une "démocratie disciplinée". Mais les lois électorales garantissent un quart des sièges des parlements national et régionaux aux militaires du rang, et les partis d'opposition se sont plaints de pressions de tous ordres. La communauté internationale juge le processus dénué de toute crédibilité, et dénonce une volonté de la junte de se muer en un régime d'apparence civile sans céder une once de pouvoir.

Si ce remaniement majeur offre l'opportunité à une nouvelle génération d'officiers de gravir les échelons de la "Tatmadaw", la junte birmane, il permet aussi aux nouveaux "retraités" de se préparer pour les législatives. Beaucoup vont se présenter, évidemment sous les couleurs du Parti de la solidarité et du développement de l'Union (USDP), récemment créé de toutes pièces par le régime. Selon des sources concordantes, l'ex-général Thura Shwe Mann serait ainsi candidat dans l'une des circonscriptions de Naypyidaw, la nouvelle capitale birmane bâtie en 2005, à 400 kilomètres au nord de Rangoun. Ces législatives seront les premières depuis celles, il y a vingt ans, remportées par la Ligue nationale pour la démocratie (LND) de l'opposante Aung San Suu Kyi. Ses résultats n'avaient jamais été reconnus officiellement. La LND n'a aucune chance de recréer une surprise semblable : elle a boycotté le prochain

scrutin, et sa fondatrice et Prix Nobel de paix en est exclue, car elle purge toujours une peine de résidence surveillée, comme pendant la majorité des vingt dernières années.

Le partis d'opposition dénoncent le cout d'inscription aux élections

AP - 30 août 2010

Les partis d'opposition à la junte militaire birmane dénoncent le montant des frais d'inscription exigés pour les candidats aux premières élections organisées dans le pays ces 20 dernières années. Tous les candidats souhaitant participer au scrutin du 7 novembre prochain doivent verser à la commission électorale 500.000 kyats (500 dollars/393,5 euros) d'ici à lundi, une somme exorbitante dans un pays où le salaire mensuel moyen d'un instituteur tourne autour des 70 dollars (55 euros).

La junte présente ces élections comme une étape-clé pour passer le pouvoir après cinquante ans de domination militaire, mais beaucoup de critiques n'y voient qu'une mascarade. Ce système d'inscription des candidats constituent un des points les plus critiqués car en faveur de la junte. La date des élections a été annoncée par la junte le 13 août dernier, laissant jusqu'à ce lundi soit seulement deux semaines aux partis pour présenter leur liste de candidats.

Birmanie: le scandale Barclays souligne la nécessité de durcir les sanctions

HNS - 30 août 2010

L'annonce de l'accord conclu entre Barclays Bank et le Département de la Justice des Etats-Unis prévoyant le paiement d'une sanction de 298 millions de dollars au titre de non-respect des sanctions contre la Birmanie et d'autres pays met en lumière, une fois à nouveau, la nécessité de renforcer et d'étendre les sanctions internationales contre la Birmanie, d'après la CSI. La Fédération des syndicats de Birmanie (FTUB) affiliée à la CSI estime, pour sa part, que si la junte birmane a annoncé la tenue de prétendues élections le 7 novembre c'est avant tout pour détourner l'attention d'une profonde crise sociale et économique qui serait en train de couvrir dans le pays. Les récriminations et les divisions au sein de l'armée concernant diverses questions, y compris les problèmes financiers, continuent de croître.

Maung Maung, secrétaire général de la FTUB, a évoqué les violations flagrantes incessantes des droits humains et syndicaux fondamentaux en Birmanie, outre les moyens déployés par la Junte pour fomenter les tensions ethniques. « Pour se maintenir au pouvoir, le régime a recours au travail servile, au viol et à la torture. Les syndicats sont interdits et les geôles regorgent de personnes qui ont osé rompre le silence. » L'heure est désormais venue pour les auteurs de ces crimes odieux de répondre de leurs actes. Au lieu de se lancer dans des politiques d'engagement peu critiques, susceptibles de renforcer le régime, il est grand temps que les gouvernements obligent la junte birmane à mettre en pratique les recommandations faites il y a 12 ans par la Commission d'enquête sur le travail forcé de l'Organisation internationale du travail.

« Face à la campagne de propagande ourdie par la junte militaire autour du simulacre d'élections en novembre, il est d'autant plus important que la communauté internationale démontre sa détermination en dénonçant haut et fort cette nouvelle attaque contre les aspirations légitimes et démocratiques du peuple birman. Le fait que les gouvernements restent muets à un tel moment et permettent dans le même temps aux entreprises de commercer comme d'habitude avec le régime est outrageant. Les gouvernements doivent envoyer un message clair et durcir les sanctions dès à présent, y compris dans les domaines des finances et des assurances. L'Union européenne, en particulier, doit redoubler ses pressions », a déclaré Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI.

-
- **Aung San Suu Kyi suggère à ses partisans de ne pas voter**
 - **Douarnenez: Aung San Suu Kyi citoyenne d'honneur**
 - **Birmanie : les Etats-Unis montent d'un cran**
 - **La Birmanie suspend la délivrance de visas avant les élections**
 - **Birmanie: appel à libérer des prisonniers**
-

Aung San Suu Kyi suggère à ses partisans de ne pas voter

7sur7 - 25 août 2010

L'opposante birmane Aung San Suu Kyi, qui boycotte les prochaines législatives, suggère que les partisans de son parti aujourd'hui interdit s'abstiennent de voter, a indiqué mercredi son porte-parole et avocat. La prix Nobel de la paix a appris par les médias que des électeurs s'interrogeaient sur ce qu'ils devaient faire le 7 novembre lors du premier scrutin organisé dans le pays depuis 20 ans, a indiqué Nyan Win, lui-même ancien cadre de la défunte Ligue nationale pour la démocratie (LND).

"Elle a dit que ceux qui ne voulaient voter que pour la LND pouvaient ne pas voter", a-t-il expliqué à l'AFP, ajoutant que l'opposante au régime militaire n'avait "rien dit sur le choix du peuple" d'une façon plus générale. Nyan Win a pu rencontrer Mme Suu Kyi mardi dans la résidence familiale de Rangoon où elle est confinée sur ordre de la junte. Mardi, il l'avait déjà cité appelant les Birmans à la plus grande vigilance sur le déroulement des élections, quand bien même elle les boycottait.

"Elle a dit que la loi électorale était injuste et que si même cette loi injuste n'était pas respectée, cela tournerait à l'anarchie", a-t-il précisé mercredi. L'opposante âgée de 65 ans a passé la majeure partie des vingt dernières années privée de liberté et a été exclue du prochain scrutin, peu après lequel elle serait en principe libérable.

Douarnenez: Aung San Suu Kyi citoyenne d'honneur

Le Telegramme - 25 août 2010

Hier, dans le cadre du Festival du Cinéma, le sénateur-maire Philippe Paul a nommé le prix Nobel de la Paix, Aung San Suu Kyi, «citoyenne d'honneur de Douarnenez». En s'opposant à la répression que subit cette leader politique birmane harcelée par la junte au pouvoir, Douarnenez rejoint d'autres villes comme Paris, Strasbourg, Blois et Rouen. Pour son combat auprès d'Aung San Suu Kyi, Jane Birkin a, de son côté, reçu la médaille de la ville de Douarnenez.

Birmanie : les Etats-Unis montent d'un cran

StreetGeneration - 25 août 2010

On l'aura compris, Barack Obama aura voulu changer la politique diplomatique des Etats-Unis. Et souvent, pour notre bien à tous. L'administration américaine après avoir pris la mesure de vingt ans d'une politique de sanction à l'égard de la Birmanie, avait sous Obama décidé de jouer la carte des émissaires chinois dans la région. Mais cela n'a donné aucun succès et les Etats-Unis haussent aujourd'hui le ton.

Washington souhaite ainsi l'ouverture d'une commission d'enquête mandatée par l'ONU pour mettre à jour les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis par la junte birmane, au pouvoir depuis 1992. Les militaires birmans se sont rendus coupables de beaucoup d'attaques graves contre les civils : l'arrestation d'opposants politiques (dont la tristement célèbre Aung San Suu Kyi), exécutions sommaires, tortures, emploi d'enfants soldats.

La Birmanie suspend la délivrance de visas avant les élections

L'Express - 23 août 2010

Le général birman Than Shwe le jour des Forces armées, dans la capitale Naypyidaw. Les autorités birmanes ont suspendu la délivrance de visas touristiques pour les séjours prévus à partir de septembre, soit deux mois avant la tenue d'élections législatives sans précédent depuis près de vingt ans, a-t-on appris de source autorisée. (Reuters/Soe Zeya Tun)

La junte au pouvoir a autorisé la délivrance de visas touristiques en mai pour promouvoir l'activité, mais la mesure sera levée le 1er septembre, a déclaré à Reuters un haut fonctionnaire ayant requis l'anonymat.

Les élections législatives du 7 novembre, première consultation nationale depuis 1991, sont largement considérées comme une manœuvre destinée à raffermir le pouvoir de l'armée.

"Nous pensons que le réel objectif de cette mesure est d'empêcher des reporters étrangers et des observateurs de pénétrer dans le pays avant les élections du 7 novembre", a estimé le représentant d'un tour-opérateur.

Birmanie: appel à libérer des prisonniers

AFP - 13 août 2010

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, exhorte la junte militaire au pouvoir en Birmanie à libérer les prisonniers politiques avant les élections, a déclaré aujourd'hui son porte-parole, Martin Nesirky. Ayant "pris note" de l'annonce que les élections auront lieu le 7 novembre, M. Ban "réitère son appel aux autorités birmanes à honorer la promesse qu'elles ont faite publiquement de tenir des élections libres, équitables et sans exclusive, afin de faire avancer les perspectives de paix, de démocratie et de développement en Birmanie", a dit M. Nesirky.

"Le secrétaire général exhorte fermement les autorités à assurer que les libertés fondamentales de tous les citoyens soient respectées et à libérer sans retard tous les prisonniers politiques encore détenus, afin qu'ils puissent participer librement à la vie politique de leur pays", a-t-il ajouté.

Les généraux au pouvoir en Birmanie ont fixé au 7 novembre des élections législatives, organisées pour la première fois depuis vingt ans mais dont la communauté internationale estime déjà qu'elles seront dépourvues de toute légitimité

-
- **En Birmanie, des élections hautement controversées sont fixées au 7 novembre**
 - **Règles draconiennes pour la campagne électorale en Birmanie**
 - **Réagir Birmanie: le parti soutenu par la junte ouvre des bureaux dans le pays**
-

En Birmanie, des élections hautement controversées sont fixées au 7 novembre

AFP - 13 août 2010

Les généraux au pouvoir en Birmanie ont fixé au 7 novembre des élections législatives, organisées pour la première fois depuis vingt ans mais dont la communauté internationale estime déjà qu'elles seront dépourvues de toute légitimité démocratique. Le scrutin sera marqué par l'exclusion de l'opposante et prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi, 65 ans, qui a passé la majeure partie des 20 dernières années en prison ou en résidence surveillée et dont le parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), a été dissous en mai pour avoir décidé de boycotter le scrutin.

Les dernières législatives en Birmanie remontent à 1990. La LND de Mme Suu Kyi, fondée en 1988 après un soulèvement contre la junte de l'époque, avait très largement gagné le scrutin, mais les résultats n'ont jamais été reconnus par les militaires. Cette fois-ci, un quart des sièges au Parlement seront réservés aux militaires, ce qui devrait éviter à la junte du généralissime Than Shwe tout risque de revers majeur.

"Le régime militaire a retenu la leçon, il utilise donc tous les moyens possibles pour que ses partisans remportent les élections", a estimé Naing Aung, membre du Forum pour la démocratie en Birmanie, basé en Thaïlande. Parmi la quarantaine de formations enregistrées pour le scrutin figure le Parti de l'Union, de la solidarité et du développement (USDP) créé par le Premier ministre Thein Sein et plusieurs ministres qui ont récemment quitté l'armée.

"S'il y avait un processus libre et équitable, nous sommes convaincus à 100% que les partis soutenus par les militaires ne gagneraient pas", a ajouté Naing Aung. En mars, des lois encadrant strictement les élections ont interdit aux partis de conserver parmi leurs membres tout prisonnier politique. La LND a dû choisir entre renoncer au scrutin ou exclure Mme Suu Kyi qui purge actuellement une énième peine d'assignation à résidence. Le parti a décidé de boycotter les élections et a été dissous. Certains de ses cadres, en désaccord avec cette stratégie, ont créé la NDF (Force nationale démocratique).

Les élections "ne peuvent pas être libres et justes", a déclaré à l'AFP Nyan Win, longtemps porte-parole de la LND. "Nous ne jouissons toujours pas de la liberté d'expression ou d'information". Sans leur dirigeante charismatique, icône de la résistance pacifique au pouvoir militaire, la NDF et tout autre parti

d'opposition ont peu de chances de rééditer le triomphe de la LND en 1990. Réagissant à l'annonce de la date du scrutin, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a exhorté la junte à libérer les prisonniers politiques avant le 7 novembre.

M. Ban "réitère son appel aux autorités birmanes à honorer la promesse qu'elles ont faite publiquement de tenir des élections libres, équitables et sans exclusive", a déclaré son porte-parole Martin Nesirky. Le gouvernement britannique a lancé un appel similaire en soulignant qu'autrement, le scrutin "n'aura pas de légitimité ni de crédibilité au niveau international".

De son côté, le département d'Etat américain a estimé vendredi que les élections ne pourront pas être "crédibles", compte tenu de l'"atmosphère politique répressive" qui règne dans le pays. Certains partis pro-démocratiques birmans ont déjà émis des réserves sur la préparation du vote. Thu Wai, président du Parti démocratique, a dénoncé des manoeuvres d'intimidation menées par la police, dont ont été victimes certains de ses membres. Un autre candidat, Phyo Min Thein, ancien prisonnier politique, a démissionné de la présidence du Parti de l'union démocratique en affirmant qu'il ne participerait pas à un scrutin "ni libre, ni équitable". Le mois dernier, les Etats-Unis avaient exprimé leur inquiétude devant un "processus électoral défectueux" dans un pays gouverné par des généraux depuis 1962 et soumis à des sanctions occidentales en raison de violations répétées des droits de l'Homme.

Règles draconiennes pour la campagne électorale en Birmanie

L'Express - 19 august 2010

La junte birmane a publié jeudi des règles strictes pour encadrer la campagne des élections législatives du 7 novembre, les premières depuis vingt ans dans le pays. Le chef de la junte birmane, le général Than Shwe. La junte birmane a défini des règles strictes pour encadrer la campagne des élections législatives du 7 novembre, les premières depuis vingt ans dans le pays.

La commission électorale autorise ainsi les autorités à interdire aux manifestants de "brandir des drapeaux et de crier des slogans" susceptibles de nuire à la tranquillité publique. Les partis politiques devront demander une semaine à l'avance l'autorisation d'organiser une manifestation, afin que les forces de l'ordre puissent "assurer la sécurité" du rassemblement.

Les discours et les articles "salissant l'image" de l'Etat ou des autorités militaires seront rigoureusement interdits. Tout contrevenant ne pourra se présenter aux élections. Quarante formations politiques, pour la plupart représentant des groupes ethniques, sont jusqu'ici sur les rangs pour le scrutin de novembre afin d'obtenir des élus à l'Assemblée nationale, au Sénat ou dans l'une des quatorze assemblées régionales. Vendredi dernier, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a exhorté la junte birmane à faire en sorte que les élections soient "libres et honnêtes".

Réagir Birmanie: le parti soutenu par la junte ouvre des bureaux dans le pays

AP - 20 august 2010

Un parti politique soutenu par la junte au pouvoir en Birmanie a ouvert des bureaux à travers tout le pays vendredi, quelques mois après la dissolution officielle de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) de l'opposante Aung San Suu Kii, à l'heure où le pays se prépare aux élections générales de novembre.

Un porte-parole du Parti de l'Union, de la solidarité et du développement a précisé que la formation avait ouvert son siège à Naypyitaw, la capitale administrative du pays, et plusieurs bureaux, notamment à Rangoon, la plus grande ville de Birmanie. Ce parti est dirigé par le Premier ministre Thein Sein.

Les premières élections depuis vingt ans seront organisées le 7 novembre en Birmanie. La LND de la lauréate du prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi, dont la victoire aux dernières élections en 1990 n'avait pas été reconnue, boycotte le scrutin. La formation a été officiellement dissoute en mai, en raison de son refus de s'inscrire aux élections, mais ses dirigeants ont assuré qu'ils maintiendraient l'organisation pour poursuivre la lutte en faveur de la démocratie.

Le Parti de l'Union, de la solidarité et du développement est issu d'une association du même nom appuyée par la junte, et fondée en 1993, qui tire une grande partie de son soutien de l'administration. En

avril dernier, elle a donné lieu à la création d'un parti, quelques jours après la démission de Thein Sein et de 26 membres du cabinet de leurs postes militaires afin de satisfaire aux critères d'éligibilité. Le parti devrait obtenir la majeure partie des suffrages en novembre.

A Rangoon, le maire Aung Thein Linn a dévoilé le panneau d'affichage du parti, criant trois fois "Victoire" et balayant les inquiétudes de la communauté internationale sur le caractère libre et équitable du scrutin. "Que la communauté internationale accepte le résultat ou pas n'a pas d'importance", a-t-il lancé, en réponse aux questions des journalistes. "Si les gens votent pour nous, nous l'emporterons".

Quarante-sept partis se sont inscrits en prévision des élections et une autorisation a été à ce jour donnée à 41 d'entre eux. Jeudi, la commission électorale a publié une liste des règles censées garantir des législatives "libres et justes" en novembre. Les candidats devront notamment demander une autorisation une semaine avant de faire campagne, ne pourront pas tenir de discours susceptible de "ternir" l'image du régime militaire, et ne devront pas lancer des slogans lors des défilés, selon le journal "Nouvelle lumière du Myanmar" détenu par le pouvoir.

Le vice-président de la LND Tin Oo a expliqué les raisons pour lesquelles son mouvement boycottait le scrutin jeudi, observant que la constitution rédigée par l'armée et les lois électorales n'assureraient pas la démocratie et les droits de l'Homme dans le pays. Il a précisé que la LND souhaitait informer les électeurs qu'ils ont le droit de ne pas voter.

-
- **Des élections hautement controversées sont fixées au 7 novembre**
 - **L`opposition envisage le boycott**
 - **Appel à libérer des prisonniers**
 - **Inde: Crédit de 130 M d'euros à la Birmanie**
-

En Birmanie, des élections hautement controversées sont fixées au 7 novembre

AFP - 13 august 2010

Les généraux au pouvoir en Birmanie ont fixé au 7 novembre des élections législatives, organisées pour la première fois depuis vingt ans mais dont la communauté internationale estime déjà qu'elles seront dépourvues de toute légitimité démocratique.

Le scrutin sera marqué par l'exclusion de l'opposante et prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi, 65 ans, qui a passé la majeure partie des 20 dernières années en prison ou en résidence surveillée et dont le parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), a été dissous en mai pour avoir décidé de boycotter le scrutin. Les dernières législatives en Birmanie remontent à 1990. La LND de Mme Suu Kyi, fondée en 1988 après un soulèvement contre la junte de l'époque, avait très largement gagné le scrutin, mais les résultats n'ont jamais été reconnus par les militaires.

Cette fois-ci, un quart des sièges au Parlement seront réservés aux militaires, ce qui devrait éviter à la junte du généralissime Than Shwe tout risque de revers majeur. "Le régime militaire a retenu la leçon, il utilise donc tous les moyens possibles pour que ses partisans remportent les élections", a estimé Naing Aung, membre du Forum pour la démocratie en Birmanie, basé en Thaïlande.

Parmi la quarantaine de formations enregistrées pour le scrutin figure le Parti de l'Union, de la solidarité et du développement (USDP) créé par le Premier ministre Thein Sein et plusieurs ministres qui ont récemment quitté l'armée. "S'il y avait un processus libre et équitable, nous sommes convaincus à 100% que les partis soutenus par les militaires ne gagneraient pas", a ajouté Naing Aung.

En mars, des lois encadrant strictement les élections ont interdit aux partis de conserver parmi leurs membres tout prisonnier politique. La LND a dû choisir entre renoncer au scrutin ou exclure Mme Suu Kyi qui purge actuellement une énième peine d'assignation à résidence. Le parti a décidé de boycotter les élections et a été dissous. Certains de ses cadres, en désaccord avec cette stratégie, ont créé la NDF (Force nationale démocratique).

Les élections "ne peuvent pas être libres et justes", a déclaré à l'AFP Nyan Win, longtemps porte-parole de la LND. "Nous ne jouissons toujours pas de la liberté d'expression ou d'information". Sans leur

dirigeante charismatique, icône de la résistance pacifique au pouvoir militaire, la NDF et tout autre parti d'opposition ont peu de chances de rééditer le triomphe de la LND en 1990.

Réagissant à l'annonce de la date du scrutin, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a exhorté la junte à libérer les prisonniers politiques avant le 7 novembre. M. Ban "réitère son appel aux autorités birmanes à honorer la promesse qu'elles ont faite publiquement de tenir des élections libres, équitables et sans exclusive", a déclaré son porte-parole Martin Nesirky.

Le gouvernement britannique a lancé un appel similaire en soulignant qu'autrement, le scrutin "n'aura pas de légitimité ni de crédibilité au niveau international". De son côté, le département d'Etat américain a estimé vendredi que les élections ne pourront pas être "crédibles", compte tenu de l'"atmosphère politique répressive" qui règne dans le pays.

Certains partis pro-démocratiques birmans ont déjà émis des réserves sur la préparation du vote. Thu Wai, président du Parti démocratique, a dénoncé des manoeuvres d'intimidation menées par la police, dont ont été victimes certains de ses membres.

Un autre candidat, Phyo Min Thein, ancien prisonnier politique, a démissionné de la présidence du Parti de l'union démocratique en affirmant qu'il ne participerait pas à un scrutin "ni libre, ni équitable". Le mois dernier, les Etats-Unis avaient exprimé leur inquiétude devant un "processus électoral défectueux" dans un pays gouverné par des généraux depuis 1962 et soumis à des sanctions occidentales en raison de violations répétées des droits de l'Homme.

Birmanie: L'opposition envisage le boycott

JDD - 11 August 2010

Le Parti démocratique de l'Union (UDP), l'un des principaux partis birmans d'opposition a menacé mercredi de boycotter les élections qui doivent se tenir en 2010 si elles risquaient d'être truquées. "*Nous nous efforcerons de faire de notre mieux pour que les prochaines élections soient libres et honnêtes. Si nous pensons que cela ne peut pas être le cas, nous déciderons de nous retirer*", a ainsi confié à Reuters Thein Htay, président de l'UDP.

Quarante partis se sont fait enregistrer auprès de la Commission électorale nommée par les militaires, qui doit encore décider qui sera autorisé à participer au premier gouvernement civil du pays depuis près d'un demi siècle.

Birmanie: appel à libérer des prisonniers

Le Figaro - 13 August 2010

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, exhorte la junte militaire au pouvoir en Birmanie à libérer les prisonniers politiques avant les élections, a déclaré aujourd'hui son porte-parole, Martin Nesirky. Ayant "pris note" de l'annonce que les élections [auront lieu le 7 novembre](#), M. Ban "réitère son appel aux autorités birmanes à honorer la promesse qu'elles ont faite publiquement de tenir des élections libres, équitables et sans exclusive, afin de faire avancer les perspectives de paix, de démocratie et de développement en Birmanie", a dit M. Nesirky.

"Le secrétaire général exhorte fermement les autorités à assurer que les libertés fondamentales de tous les citoyens soient respectées et à libérer sans retard tous les prisonniers politiques encore détenus, afin qu'ils puissent participer librement à la vie politique de leur pays", a-t-il ajouté.

Les généraux au pouvoir en Birmanie ont fixé au 7 novembre des élections législatives, organisées pour la première fois depuis vingt ans mais dont la communauté internationale estime déjà qu'elles seront dépourvues de toute légitimité .

Inde: Crédit de 130 M d'euros à la Birmanie

Europe1.fr - 28 Juillet 2010

Publié le 28 Juillet 2010 à 10h11 Mis à jour le 28 Juillet 2010 à 10h12

L'Inde a accordé à la Birmanie 130 millions de dollars de crédit pour divers projets d'infrastructures à l'occasion de la visite d'Etat controversée du chef de la junte birmane, le général Than Shwe, a annoncé le ministère indien des Affaires étrangères. Le chef de la junte, s'est rendu mercredi à Hyderabad (sud) pour rencontrer des industriels du secteur informatique.

Les deux pays ont signé mardi une série d'accords, dont l'un portant sur le renforcement de la sécurité le long de leur frontière commune, dans un contexte où l'Inde tente d'enrayer les activités de séparatistes tribaux. L'Inde a aussi accordé 60 millions de dollars au régime militaire birman pour la construction d'une route reliant la Birmanie à l'Etat indien du Mizoram (nord-est). La banque indienne EXIM a par ailleurs accordé une ligne de crédit de 60 millions de dollars pour divers projets ferroviaires. New Delhi s'est aussi engagé à verser 10 millions de dollars pour l'achat d'équipements agricoles.

- L'Inde accueille avec les honneurs le chef de la junte birmane
- Inde: Crédit de 130 M d'euros à la Birmanie

L'Inde accueille avec les honneurs le chef de la junte birmane
AFP - 25 juillet 2010

L'Inde a déroulé le tapis rouge mardi au chef de la junte birmane, le généralissime Than Shwe, pour une visite d'Etat officielle sévèrement critiquée par des organisations de défense des droits de l'Homme qui y voient une acceptation tacite du régime. Than Shwe a été reçu avec les honneurs lors d'une cérémonie au palais présidentiel à New Delhi.

Le généralissime, qui réprima d'une main de fer les manifestations pro-démocratiques menées par les moines en 2007, a ensuite déposé une gerbe au mausolée du Mahatma Gandhi, père de la nation indienne et apôtre de la non-violence. L'homme fort du régime birman, âgé de 77 ans, a rencontré le ministre des Affaires étrangères S.M. Krishna et devait s'entretenir plus tard dans la journée avec le Premier ministre Manmohan Singh.

"L'Inde et la Birmanie entretiennent de très bonnes relations. L'objectif de la visite est d'améliorer les relations existantes et la coopération économique", a déclaré le ministre birman pour le développement économique, U. Soe Tha. "Nous voulons encourager le secteur privé indien à travailler avec nous", a-t-il ajouté devant une délégation d'hommes d'affaires indiens.

Auparavant fervente partisane de l'opposante birmane Aung San Suu Kyi, l'Inde a commencé à se rapprocher de la junte au milieu des années 90 lorsque les priorités énergétiques et stratégiques l'ont emporté sur les préoccupations en matière de démocratie et de respect des droits de l'Homme. L'Inde, intéressée par les champs gaziers et pétroliers en Birmanie, cherche à concurrencer dans la région son principal rival économique, la Chine, partenaire commercial et investisseur clé pour la junte.

Le mois dernier, le Premier ministre chinois Wen Jiabao s'est rendu en Birmanie pour signer une rafale d'accords commerciaux, financiers, énergétiques, scientifiques et technologiques. L'Inde est le quatrième partenaire commercial de la Birmanie, derrière la Thaïlande, la Chine et Singapour. Le pays est notamment présent dans l'énergie: deux entreprises publiques font partie d'un consortium travaillant à l'extraction de gaz naturel au large de l'Etat d'Arakan, dans l'ouest du pays.

Les organisations de défense des droits de l'Homme ont sévèrement critiqué la décision de l'Inde d'accorder la légitimité d'une visite d'Etat officielle à celui qui est considéré comme un paria dans de nombreux pays occidentaux. "M. Singh devrait exprimer publiquement une critique de principe sur le truquage des lois électorales en Birmanie et sur les restrictions persistantes des libertés fondamentales", a déclaré Elaine Pearson, directrice pour l'Asie de l'organisation Human Rights Watch (HRW).

La junte, au pouvoir depuis près de cinquante ans, a prévu des élections législatives cette année. Mais la communauté internationale dénonce depuis des mois un processus qui exclut la prix Nobel de la Paix Aung San Suu Kyi. Dans une lettre ouverte à Manmohan Singh, la Fédération internationale des droits de l'Homme, qui représente 164 organisations dans le monde, a estimé que des rencontres de haut niveau entre l'Inde et la Birmanie "servent à perpétuer la dictature militaire en Birmanie". Lundi, une centaine de manifestants se sont rassemblés dans la capitale indienne pour protester contre la venue du chef de la junte, décrit sur des banderoles comme un dictateur militaire et un "meurtrier d'innocents".

La Birmanie est soumise à des sanctions économiques de la part des Etats-Unis et de l'Union européenne, qui lui reprochent ses violations des droits de l'Homme et le maintien en détention d'Aung San Suu Kyi. L'efficacité de ces mesures est cependant très atténuée par les investissements réguliers des voisins de la Birmanie.

Inde: Crédit de 130 M d'euros à la Birmanie

Europe1.fr - 28 Juillet 2010

L'Inde a accordé à la Birmanie 130 millions de dollars de crédit pour divers projets d'infrastructures à l'occasion de la visite d'Etat controversée du chef de la junte birmane, le général Than Shwe, a annoncé le ministère indien des Affaires étrangères. Le chef de la junte, s'est rendu mercredi à Hyderabad (sud) pour rencontrer des industriels du secteur informatique. Les deux pays ont signé mardi une série d'accords, dont l'un portant sur le renforcement de la sécurité le long de leur frontière commune, dans un contexte où l'Inde tente d'enrayer les activités de séparatistes tribaux.

L'Inde a aussi accordé 60 millions de dollars au régime militaire birman pour la construction d'une route reliant la Birmanie à l'Etat indien du Mizoram (nord-est). La banque indienne EXIM a par ailleurs accordé une ligne de crédit de 60 millions de dollars pour divers projets ferroviaires. New Delhi s'est aussi engagé à verser 10 millions de dollars pour l'achat d'équipements agricoles.

-
- **L'Inde accueille avec les honneurs le chef de la junte birmane**
 - **Les élections au Myanmar seront un test pour la crédibilité de l'ASEAN**
-

L'Inde accueille avec les honneurs le chef de la junte birmane

AFP_27 juillet 2010

L'Inde a déroulé le tapis rouge mardi au chef de la junte birmane, le généralissime Than Shwe, pour une visite d'Etat officielle sévèrement critiquée par des organisations de défense des droits de l'Homme qui y voient une acceptation tacite du régime. Than Shwe a été reçu avec les honneurs lors d'une cérémonie au palais présidentiel à New Delhi. Le généralissime, qui réprima d'une main de fer les manifestations pro-démocratiques menées par les moines en 2007, a ensuite déposé une gerbe au mausolée du Mahatma Gandhi, père de la nation indienne et apôtre de la non-violence.

L'homme fort du régime birman, âgé de 77 ans, a rencontré le ministre des Affaires étrangères S.M. Krishna et devait s'entretenir plus tard dans la journée avec le Premier ministre Manmohan Singh. "L'Inde et la Birmanie entretiennent de très bonnes relations. L'objectif de la visite est d'améliorer les relations existantes et la coopération économique", a déclaré le ministre birman pour le développement économique, U. Soe Tha. "Nous voulons encourager le secteur privé indien à travailler avec nous", a-t-il ajouté devant une délégation d'hommes d'affaires indiens. Auparavant fervente partisane de l'opposante birmane Aung San Suu Kyi, l'Inde a commencé à se rapprocher de la junte au milieu des années 90 lorsque les priorités énergétiques et stratégiques l'ont emporté sur les préoccupations en matière de démocratie et de respect des droits de l'Homme.

L'Inde, intéressée par les champs gaziers et pétroliers en Birmanie, cherche à concurrencer dans la région son principal rival économique, la Chine, partenaire commercial et investisseur clé pour la junte. Le mois dernier, le Premier ministre chinois Wen Jiabao s'est rendu en Birmanie pour signer une rafale d'accords commerciaux, financiers, énergétiques, scientifiques et technologiques. L'Inde est le quatrième partenaire commercial de la Birmanie, derrière la Thaïlande, la Chine et Singapour. Le pays est notamment présent dans l'énergie: deux entreprises publiques font partie d'un consortium travaillant à l'extraction de gaz naturel au large de l'Etat d'Arakan, dans l'ouest du pays.

Les organisations de défense des droits de l'Homme ont sévèrement critiqué la décision de l'Inde d'accorder la légitimité d'une visite d'Etat officielle à celui qui est considéré comme un paria dans de nombreux pays occidentaux. "M. Singh devrait exprimer publiquement une critique de principe sur le truquage des lois électorales en Birmanie et sur les restrictions persistantes des libertés fondamentales", a déclaré Elaine Pearson, directrice pour l'Asie de l'organisation Human Rights Watch (HRW).

La junte, au pouvoir depuis près de cinquante ans, a prévu des élections législatives cette année. Mais la communauté internationale dénonce depuis des mois un processus qui exclut le prix Nobel de la Paix Aung San Suu Kyi. Dans une lettre ouverte à Manmohan Singh, la Fédération internationale des droits de l'Homme, qui représente 164 organisations dans le monde, a estimé que des rencontres de haut niveau entre l'Inde et la Birmanie "servent à perpétuer la dictature militaire en Birmanie".

Lundi, une centaine de manifestants se sont rassemblés dans la capitale indienne pour protester contre la venue du chef de la junte, décrit sur des banderoles comme un dictateur militaire et un "meurtrier d'innocents". La Birmanie est soumise à des sanctions économiques de la part des Etats-Unis et de l'Union européenne, qui lui reprochent ses violations des droits de l'Homme et le maintien en détention d'Aung San Suu Kyi. L'efficacité de ces mesures est cependant très atténuée par les investissements réguliers des voisins de la Birmanie.

Les élections au Myanmar seront un test pour la crédibilité de l'ASEAN

ÉFAI - 16 juillet 2010

Les pays d'Asie du Sud-Est doivent faire pression sur le gouvernement du Myanmar pour qu'il protège les droits à la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association pendant et après la période électorale, a déclaré Amnesty International le 16 juillet à la veille de la réunion des ministres de l'ASEAN à Hanoï.

L'ASEAN a répété à de nombreuses reprises que les élections doivent se dérouler « *de manière ouverte, libre et équitable* ». Pourtant ces appels ne vont pas assez loin et n'attirent pas l'attention sur les droits humains les plus en danger dans la période électorale. De fait, le gouvernement du Myanmar n'a pris aucune mesure pour améliorer son bilan très médiocre en matière de droits humains à l'approche du scrutin.

Plus de 2 200 prisonniers politiques languissent toujours derrière des barreaux au Myanmar. C'est le double du nombre enregistré depuis le début des manifestations anti-gouvernementales massives d'août-septembre 2007 – terrible illustration de la situation dramatique des droits humains dans ce pays. En vertu des nouvelles lois électorales adoptées en mars, aucun prisonnier politique ne peut prendre part aux élections et notamment pas **Aung San Suu Kyi**. Ces mêmes lois leur interdisent également toute appartenance à un parti politique.

Lors de la réunion des ministres, l'ASEAN doit appeler sans ambiguïté à la libération immédiate sans condition de tous les prisonniers d'opinion, un point qui a été ostensiblement oublié lors du sommet de l'ASEAN à Hanoï en avril. Les lois électorales établissent également une liste d'infractions et de sanctions, parmi lesquelles – en violation flagrante de la liberté d'expression – une disposition formulée en termes vagues concernant les personnes qui en « *exhorteraient* » d'autres à voter ou à ne pas voter aux élections.

De plus, une directive du 21 juin émise par la Commission de l'union électorale précise que les partis politiques « *présentant un risque pour la sécurité, l'ordre public et la paix sociale* » sont interdits de campagne. Cette réglementation autorise une interprétation excessivement large de ce qui constitue une menace pour la « *sécurité* ». Depuis des dizaines d'années, les autorités ont recours à des lois formulées en termes délibérément vagues pour criminaliser arbitrairement toute contestation politique pacifique.

Les nouvelles règles de la censure, instituées en juin, servent également à étouffer toute ébauche de journalisme indépendant autour du processus électoral. Les « *trois libertés* » - d'expression, de réunion pacifique et d'association – doivent être préservées pour tous, que les personnes choisissent de participer ou non aux élections. L'attitude adoptée par l'ASEAN, qui consiste à « *attendre de voir* » ce qui va se passer, ne suffit pas. Les pays de l'ASEAN doivent également être préparés à s'exprimer avec force si des personnes sont harcelées et arrêtées pour leurs opinions et leurs activités politiques pacifiques dans la période précédant les élections. Ne pas répondre à ces défis urgents risque de remettre en question la crédibilité de l'ASEAN au niveau international. Il est crucial que l'ASEAN saisisse cette occasion pour faire avancer la situation des droits humains au Myanmar.

- **Birmanie: un ancien collaborateur d'Aung San Suu Kyi libéré de prison**

- Total accusé de « complicité d'assassinats et de travail forcé » en Birmanie

Birmanie: un ancien collaborateur d'Aung San Suu Kyi libéré de prison

nouvelobs.com - 15 juillet 2010

Un ancien collaborateur de l'opposante birmane et lauréate du prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi a été libéré jeudi après avoir passé 14 ans derrière les barreaux. Un responsable qui a requis l'anonymat a confirmé la libération de Win Htein, âgé de 68 ans, précisant qu'il serait transféré du nord de la Birmanie où il était incarcéré, à Rangoon où vit sa famille.

"Win Htein a été libéré aujourd'hui de la prison de Kathar. Je suis très heureux" qu'il ait recouvré la "liberté mais il a été relâché" parce que la durée de sa détention était terminée, a souligné Nyan Win, un porte-parole de la Ligue nationale pour la démocratie -aujourd'hui dissoute- d'Aung San Suu Kyi.

Win Htein purgeait une peine de 14 ans d'emprisonnement sous l'accusation d'avoir fourni de fausses informations à la presse étrangères, selon l'organisation américaine Campaign for Burma, qui agit contre l'aide à la junte au pouvoir. Il avait été brièvement relâché en 2008 à l'occasion d'une amnistie, avant d'être à nouveau arrêté 17 heures plus tard sans explication.

Total accusé de « complicité d'assassinats et de travail forcé » en Birmanie

Libération - 51 juillet 2010

Exécutions, travail forcé, expropriations et soutien financier à la junte, les nouvelles accusations portées à l'encontre de Total en Birmanie sont sévères. Dans un rapport publié ce matin que Libération s'est procuré, l'ONG américano-thaïlandaise Earth Rights International (ERI) accuse le géant pétrolier français et ses partenaires américain (Chevron) et thaïlandais de « complicité d'assassinats ciblés, de travail forcé ».

ERI écrit également que le gisement gazier de Yadana, géré par ces compagnies pétrolières dans le sud du pays, demeure la « principale source de revenus d'une dictature militaire notoirement répressive ». Et, comme elle l'a déjà fait en avril, appelle les compagnies à une plus grande transparence ([lire ici](#)).

Ces accusations ne sont pas nouvelles. En septembre dernier, ERI publiait deux rapports accablants pour Total ([lire ici](#)) montrant, chiffres et témoignages à l'appui, comment le groupe pétrolier entretenait des liens très troubles avec le régime birman.

« Charte éthique » et « éliminations ciblées »

Mais dix mois plus tard, ERI ne constate pas franchement d'améliorations. Pis, dans son dernier document, l'ONG détaille de nouvelles violations des droits de l'homme et révèle que l'exploitation de Yadana par Total et ses partenaires a « généré plus de 9 milliards de dollars (7,17 milliards d'euros, ndlr) en Birmanie depuis 1998 ». Ces accusations montrent à nouveau le grand écart auquel se livre Total en Birmanie: elle brandit sa « charte éthique » et cite les droits sociaux et des droits de l'homme qui ne sont pourtant guère appliqués sur le terrain. Contacté vendredi, le groupe pétrolier français n'a pas souhaité s'exprimer avant d'avoir lu les 49 pages de l'enquête.

Ces douze derniers mois, ERI a rassemblé plusieurs témoignages dans la zone du pipeline de Yadana. L'un d'eux rapporte l'exécution de deux hommes de l'ethnie Mon, dans le village Ahlersakan. Ces « éliminations ciblées », selon EarthRights International, auraient été commanditées par « l'officier Balay (aka) Nyi Nyi Soe du bataillon 282 spécialement chargé de la sécurité du personnel des compagnies pétrolières et du gazoduc ».

Total et Chevron ont confié leur sécurité et celle de leurs installations à l'armée birmane. Pas moins de 14 bataillons seraient déployés dans la région de Tenasserim où est installé le gisement et le pipeline reliant la mer d'Andaman à la Thaïlande. Là, dans un corridor long de 60 km, vivent près de 50.000 personnes. C'est dans cette zone que les villageois sont forcés à s'entraîner pour aider l'armée à sécuriser les lieux. Des témoins indiquent que certains entraînements obligatoires ont duré tout le mois de février et qu'ils devaient financer de leur poche les opérations.

« Total nous a payé chacun »

D'autres villageois ont précisé des cas de travail forcé, une accusation récurrente pour Total qui s'est pourtant engagé à lutter contre ce fléau en collaborant avec l'Organisation internationale du travail. ERI avance qu'«entre fin 2009 et début 2010», des soldats en nombre ont réquisitionné des habitants pour «porter des charges, servir de guide dans la jungle, creuser des tranchées, dans les villages de Zinba, Kaleingaug, Michaunglaung, etc.»

Plus grave, il semble même que Total ait été informé d'au moins un cas de travail forcé. Un villageois de Zinba raconte: «A la fin de l'année 2009, j'ai dû aller nettoyer le campement du bataillon 410. Notre chef de village nous a demandé de couper la pelouse pour les soldats. Plus tard, Total est venu et nous a payés 3000 Kyat (2,40 euros environ) chacun pour avoir taillé de l'herbe avec nos engins.»

Dans la seconde partie du rapport, EarthRights International revient sur les revenus dégagés dans le projet Yadana. Grâce à de nouveaux documents, ERI va plus loin que l'année dernière et estime que les compagnies pétrolières auraient généré quelque 9,031 milliards de dollars (7,2 milliards d'euros). Sur cette somme, 1,679 milliard de dollars (1,33 milliard d'euros) auraient payé «les coûts de développement et de fonctionnement». Les généraux birmanes auraient perçu 4,599 milliards de dollars (3,65 milliards d'euros). Une bonne part de cette somme serait sur des comptes de deux banques offshore: Overseas Chinese Banking Corporation (OCBC) et DBS Group à Singapour. Matthew Smith croit savoir qu'une part de ces «fonds est conservée sur des comptes privées de personnes physiques» afin d'échapper à l'attention des listes de sanctions internationales.

En 2009, ERI écrivait que «Yadana a été un élément décisif permettant au régime militaire birman d'être financièrement solvable». Autrement dit, il a pu «à la fois ignorer la pression des gouvernements occidentaux et refuser au peuple birman toute demande démocratique». Cette année, l'ONG avance que ces fonds pourraient «servir à des fins diverses, comme l'acquisition illégale de technologies nucléaires ou d'armes balistiques». Mais, même en reprenant des informations publiées en juin sur les intentions nucléaires de la Birmanie, le rapport n'apporte aucun nouvel élément de preuve sur cette question.

-
- **D'ex-partisans d'Aung San Suu Kyi autorisés à former un nouveau parti**
 - **Total et BNP Paribas accusés de «complicité» avec la junte birmane**
-

D'ex-partisans d'Aung San Suu Kyi autorisés à former un nouveau parti

AFP - 9 juillet 2010

D'ex-membres du parti de l'opposante birmane Aung San Suu Kyi, la Ligue nationale pour la démocratie (LND) récemment dissoute par la junte, ont été autorisés à former un nouveau parti pour les élections législatives, ont rapporté vendredi les médias officiels. Ces anciens militants de la LND ont obtenu l'autorisation de lancer une nouvelle formation, la Force démocratique nationale (NDF), pour participer aux élections législatives, organisées cette année pour la première fois depuis 20 ans, ont annoncé la télévision et la radio d'Etat.

En mars, les lois qui encadrent les élections ont interdit aux partis de conserver parmi leurs membres tout prisonnier politique. La LND a dû choisir entre renoncer au scrutin ou exclure Mme Suu Kyi, qui purge actuellement une énième peine de résidence surveillée. Elle a décidé de boycotter les élections et a été en conséquence dissoute par le pouvoir. Certains de ses cadres, en désaccord avec cette stratégie, ont créé la NDF, dont l'enregistrement était entre les mains de la commission électorale.

"C'est une victoire pour le peuple", a déclaré un responsable de la NDF, Khin Maung Swe, après l'annonce de l'autorisation de créer le nouveau parti. "Je suis heureux pour le peuple, car nous pourrions officiellement lutter pour la démocratie", a-t-il dit par téléphone à l'AFP. "Nous formerons officiellement notre comité central dans la semaine qui vient", a-t-il annoncé.

La situation de ces derniers mois a accru les frictions entre les tenants de la ligne dure au sein de la LND et des personnalités plus modérées, convaincues de la nécessité de participer aux élections même si les partis d'opposition sont muselés. D'anciens membres de la LND ont notamment porté plainte devant la commission électorale, accusant les militants de la NDF de copier son symbole historique, un chapeau de bambou. Khin Maung Swe a confirmé vendredi que la NDF ne comptait pas ôter ce symbole de son logo. "Notre logo est un chapeau de bambou doré et deux étoiles", a-t-il déclaré.

A ce jour, 38 partis politiques, sur 43 demandes, ont été enregistrés pour les élections législatives.

La communauté internationale a condamné à plusieurs reprises ce scrutin, dont la date n'a pas encore été annoncée, et dont elle estime qu'il sera dépourvu de toute légitimité démocratique.

Total et BNP Paribas accusés de «complicité» avec la junte birmane

Liberation - 6 juillet 2010

Les nouvelles accusations portées à l'encontre de Total par Earthrights International (ERI) sont sévères. Dans un rapport publié hier à Paris, l'ONG américano-thaïlandaise avance que le groupe pétrolier français et ses partenaires Chevron (américain) et PTTEP (thaïlandais) se rendent «complices d'assassinats ciblés et de travail forcé» en Birmanie. ERI écrit que le gisement gazier de Yadana, dans le sud du pays, constitue la «principale source de revenus d'une dictature militaire notoirement répressive».

Ces accusations ne sont pas nouvelles. ERI les avait déjà étayées l'année dernière (Libération du 10 septembre). Mais dix mois plus tard, l'ONG fait état de nouveaux cas d'«éliminations ciblées» dans le village d'Ahlersakan. Elles auraient été commanditées par «l'officier Balay (aka) Nyi Nyi Soe, du bataillon 282, spécialement chargé de la sécurité du personnel des compagnies pétrolières et du gazoduc», écrit ERI. L'ONG affirme qu'«entre fin 2009 et début 2010», des soldats en nombre ont réquisitionné des habitants pour «porter des charges, servir de guide dans la jungle, creuser des tranchées, dans les villages de Zinba, Kaleingaug, Michaunglaung, etc.» Il semble même que Total ait été informé d'au moins un cas de travail forcé, avant de compenser les villageois.

L'autre partie du rapport concerne la rente encaissée par le régime. ERI affine ses chiffres. Entre 1998 et 2009, les compagnies pétrolières auraient généré 9,031 milliards de dollars (7,2 milliards d'euros). Sur cette somme, 1,679 milliard de dollars aurait payé «les coûts de développement et de fonctionnement». La junte aurait empoché 4,599 milliards de dollars. L'année dernière, ERI écrivait que cette manne détournée par les généraux était «localisée dans deux banques offshore à Singapour, réputées pour abriter des fonds des gouvernements de la région et des diasporas» : la Overseas Chinese Banking Corporation et le DBS Group.

Hier, Matthew Smith, le consultant d'ERI, a également mis en cause la banque française BNP Paribas, qui serait «l'agent payeur de Total pour ses projets en Birmanie». Selon des «informations de septembre 2003», BNP Paribas intervient dans le «projet à travers BNP Paribas Jersey Trust, basé dans les îles anglo-normandes. Et de hauts responsables de la junte possèdent des comptes à la branche de Singapour de BNP Paribas», assure Smith. La banque française nous a précisé qu'elle «n'était plus agent payeur de Total depuis 2008».

Le groupe pétrolier s'est dit, lui, «scandalisé par ces accusations et ces allégations qui reposent sur des amalgames, des interprétations tendancieuses et une vision déconnectée de la réalité birmane, nous a affirmé Jean-François Lassalle, directeur des relations extérieures. Total œuvre pour un respect des droits de l'homme et pour une meilleure gouvernance.» Selon lui, le groupe «milite pour une plus grande transparence des revenus dans le respect des lois locales».

- Birmanie. Nouvelles accusations contre Total

- De hauts fonctionnaires chinois et birman s'engagent à promouvoir les relations

Birmanie. Nouvelles accusations contre Total

Le Telegramme - 6 juillet 2010

Une ONG accuse les compagnies pétrolières présentes en Birmanie de complicité avec la junte au pouvoir.

Sale temps pour les compagnies pétrolières. Alors que BP s'engluait jour après jour dans sa marée noire, une ONG américaine, EarthRights International (ERI), met en cause d'autres acteurs importants du secteur. Sur le banc des accusés, le Français Total et l'Américain Chevron (et le Thaïlandais PTTEP). Il s'agit en effet des trois compagnies pétrolières étrangères exploitant le champ gazier de Yadana, en Birmanie. L'ONG estime qu'entre 1998 et 2009 plus de 4,5 milliards de dollars ont été versés à la junte au

pouvoir (sur 9milliards de dollars de revenus générés par le gisement). Elle accuse donc ces compagnies de «soutenir un régime qui a commis depuis des décennies de nombreuses atteintes aux droits de l'homme» et de «financer un programme clandestin d'acquisition de l'arme nucléaire». Le régime birman est, en effet, soupçonné de vouloir acquérir l'arme atomique.

ERI précise cependant ne pas militer «pour un départ de Total, Chevron ou PTTEP de la Birmanie, mais pour que justice soit rendue aux victimes des violations des droits de l'homme et pour que les revenus issus des ressources naturelles birmanes soient partagés de manière responsable et bénéficient au peuple birman». Total n'a pas répondu aux sollicitations de l'ONG.

De hauts fonctionnaires chinois et birman s'engagent à promouvoir les relations

Radio Chine Internationale - 6 juillet 2010

De haut fonctionnaires chinois et birman se sont engagés lundi à Beijing à poursuivre leur coopération substantielle à l'occasion du 60e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et le Myanmar. Li Changchun, membre du Comité permanent du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois (PCC), est parvenu lundi à ce consensus avec Tin Aung Myint Oo, premier secrétaire du Conseil d'Etat de paix et de développement du Myanmar.

M. Li a apprécié le développement des relations bilatérales, indiquant que les deux parties se sont traitées sur un pied d'égalité et avec le même respect. Saluant l'adhésion du Myanmar à la politique d'une seule Chine, M. Li s'est engagé à promouvoir les relations bilatérales dans des domaines variés.

Tin Aung Myint Oo a remercié la Chine de son soutien et a promis de mettre en oeuvre les consensus atteints par les dirigeants des deux pays, afin de consolider les relations de bon voisinage et d'amitié.